

**LES CAHIERS
DU C. E. R. M. T. R. I.**

**Documents sur les premières années
Du combat pour un Parti Ouvrier
Aux Etats-Unis (2)**

1875-1900

*Centre d'Etudes et de Recherches
Sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

Sommaire

Introduction..... [\(voir p 2\)](#)

**La revendication d'un "système monétaire juste"
et le "Greenback Party"** [\(voir P 4\)](#)

**Le "Parti du Peuple"
et la montée de l'action ouvrière et paysanne** [\(voir P 12\)](#)

**Le Parti Populiste
et la paysannerie noire** [\(voir P 25\)](#)

Lettres de F. Engels [\(voir P 33\)](#)

Correspondance [\(voir P 40\)](#)
(hommage de Fred Zeller à Boris Souvarine à l'occasion de son décès)

Introduction

Cette livraison des “ Cahiers du CERMTRI ” poursuit la publication de documents consacrés aux premières tentatives de constituer aux Etats-Unis un parti distinct et indépendant des partis Républicain et Démocrate, exprimant les intérêts de la population travailleuse. Cette publication avait commencé dans le numéro précédent (n° 82 d’Octobre 1996.) par la traduction d’articles de Stan Phipps, historien du mouvement ouvrier américain, traitant de la période précédant la guerre civile entre le Nord et le Sud, puis aux années qui la suivirent immédiatement. Celles qui furent marquées par l’apparition de ce que l’on peut définir comme la première centrale syndicale des Etats-Unis, existant à l’échelle nationale, la “ La National Labor Union ”, par son implication dans l’action politique et par la figure de son principal animateur William H. Sylvis.

Dans ce numéro, nous publions la traduction d’une autre série d’articles de Stan Phipps, qui portent sur la période allant des années 70 à la veille du XX^e siècle. Une période de tumultueux bouleversements sociaux et économiques aux USA. Développement démographique vertigineux, rapide industrialisation, concentration extrême des capitaux : le pays qui émerge au début du XX^e siècle est profondément différent, par bien des aspects, de celui où environ trente ans plus tôt s’achevait la guerre civile.

Ce que l’on a appelé “ l’ère de la reconstruction ” qui très vite amorça l’industrialisation du Sud fut aussi la période où s’acheva la “ conquête de l’Ouest ”, celle où fut définitivement établie l’unité de “ l’Union ” du Pacifique à l’Atlantique. La mise en valeur d’immenses territoires est avant tout rendue possible par la construction de lignes transcontinentales. Les compagnies de chemin de fer deviennent aussi propriétaires de terres et imposent à discrétion leurs tarifs. Ce sera l’un des ressorts de la véritable révolte agraire qui est au coeur de l’étude de Stan Phipps.

La population des Etats-Unis passe en même temps de 32 millions d’habitants en 1860 à 50 en 1880 et à 76 en 1900, augmentation due avant tout à l’immigration.

Dans cette même période, on le sait, se constituent les premiers grands trusts, les capitaux se concentrent, se constituent les conditions qui vont donner la prédominance au capital financier.

Très souvent cette histoire est présentée sous forme presque mythique. Les articles de Stan Phipps portent sur ce qui est fréquemment occulté : l’exploitation forcenée des masses d’immigrants, la ruine des campagnes, la liquidation des droits politiques acquis par la population noire au lendemain de la guerre civile. Et surtout ils donnent une série d’éléments, souvent peu connus, sur la résistance de ceux sur qui pesait tout le poids de cette gigantesque transformation.

Commençant des les années qui suivit le déclin de la " National Labor Union " la période d'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis que restitue Stan Phipps s'arrête à la grande grève des employés de la compagnie Pullman dont Eugène Debs était l'un des dirigeants. Elle va donc jusqu'au seuil de la période précédant la première guerre mondiale (1900-1914) qui sera marquée par la montée du parti socialiste de Debs et par l'émergence des IWW.

La phase qu'analyse Stan Phipps se recoupe avec l'apparition, la croissance, puis le déclin des " Knights of Labor " (Les Chevaliers du Travail) . Rappelons qu'un numéro des " Cahiers du CERMTRI " intitulé " Documents sur le mouvement ouvrier aux USA au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle " (n° 74) reproduisait les textes de fondation de cette organisation qui fut la première, dans le contexte du développement rapide de l'industrie mécanisée à unir les travailleurs de toutes catégories. Les " Chevaliers du Travail " ne constituent pas à proprement parler le sujet des articles de Stan Phipps : il ne se réfère à eux qu'en relation avec leur implication dans une action politique dont l'origine se trouve avant tout, à cette période, dans la radicalisation agraire.

Le grand mouvement populiste qui surgit dans l'Ouest et le Sud cherche la solution aux maux qui frappent la paysannerie dans " une réforme monétaire ". C'est à quoi Engels fait allusion dans une lettre à Sorge du 2 décembre 1893 où il parle de " cheap money " (argent bon marché) comme espoir " solidement ancré " parmi les agriculteurs de l'Ouest (cette lettre est reproduite en annexe) . Le premier parti réformateur s'appelait d'ailleurs le " Greenback Party ". (Les " greenbacks " sont les billets de banque américains, libellés en dollars.)

Jusque vers 1870, les USA connaissaient, en matière monétaire, un système " bi-métalliste " : l'or et l'argent étaient tous deux étalons monétaires. Mais le grand développement des mines d'argent de l'Ouest entraîna une baisse de la valeur de celui-ci. L'or s'imposait comme seul étalon. Mais les fermiers de l'Ouest qui escomptaient qu'une large émission de monnaie leur permette d'acquitter leurs dettes s'élevaient contre la place faite à l'or.

Nous pensons que les articles de Stan Phipps, non seulement enrichissent la connaissance d'une époque charnière de l'histoire des Etats-Unis et de l'histoire mondiale; mais qu'ils constituent également une série de réflexions inspirées par l'expérience historique recoupant les débats les plus actuels. Ces articles ont été publiés dans le journal mensuel *The Organizer*, de décembre 1992 à avril 1993.

Nous publions en annexe plusieurs lettres de F. Engels consacrées aux Etats-Unis.

La revendication d'un " système monétaire juste " **et le " Greenback Party "**

Dans les années 70, les tentatives d'une action politique indépendante de la part du Labor se combinèrent à une politique d'alliance souple avec des " réformateurs " connus sous le nom de " greenbackers ". La base de ce qui aboutit à une coalition électorale était une critique commune du système bancaire et financier concentrant la richesse entre les mains des hommes d'affaires et intensifiant l'exploitation des ouvriers et des paysans dans les années suivant la guerre civile.

Pour certains historiens de l'économie, la guerre civile avait constitué " la seconde révolution américaine ". La défaite de la classe des planteurs esclavagistes du Sud laissait sans rivale la classe des capitalistes prédateurs. Les politiciens du " Parti Républicain ", les " instruments serviles " des hommes d'affaires de la côte Est soumettaient ouvertement l'intérêt public au profit privé.

La " question monétaire "

Les travailleurs reconnaissaient l'importance de ce qu'on appelait la " question monétaire ". Comme le précisait un historien : " La manière dont la monnaie était créée, la base sur laquelle elle circulait, contribuait à définir les relations essentielles entre les paysans, les ouvriers des villes et la classe des entrepreneurs en relation avec l'état qui émergeait. " Les structures financières étaient déterminantes pour fixer " combien d'américains obtiendraient le revenu minimum nécessaire à une existence digne ".

Pour payer le coût immense de la guerre civile (environ 3 milliards de dollars dont seulement 200 millions étaient couverts par l'augmentation des impôts), le gouvernement du Nord , emprunta aux banques par le moyen de bons exemptés d'impôts, ce qui accrut la circulation monétaire et intensifia la pression sur les réserves d'or. Le congrès décida d'abandonner la référence à l'or (gold standard) pour éviter que les réserves d'or de la nation soient rapidement épuisées, et autorisa l'émission de billets correspondant à une valeur légalement certifiée par le Trésor public : les " greenbacks " (ou " dos verts " du fait de la couleur du billet). A la fin de la guerre, la valeur totale des billets en circulation se montait à 450 millions de dollars.

La controverse qui éclata à la fin de la guerre civile portait sur la question du retour à l'étalon-or. En quoi consistait le problème ? Banquiers et capitalistes auraient empoché un considérable bénéfice s'ils avaient échangé leurs bons contre de l'or dont le prix aurait correspondu à celui d'avant-guerre. Le coût de la guerre menée avec des dollars qui " valaient cinquante cents " aurait

Les dépressions économiques périodiques

Les récessions qui périodiquement frappaient les travailleurs que l'on appelait alors des "paniques" étaient aussi attribuées aux taux d'intérêt élevés. Parce que le travail ne pouvait produire assez vite suffisamment de richesses pour calmer "l'insatiable appétit" d'argent des "intérêts combinés", les intérêts restaient impayés, en moyenne tous les dix ans. Le résultat était une "panique financière", une annulation des dettes et une récession économique. Ces "paniques" frappaient toujours plus les travailleurs que les banquiers.

Entre temps, banquiers et détenteurs de bons étaient les bénéficiaires des faveurs spéciales dispensées par l'Etat. Durant la guerre, lorsque le Congrès autorisa la vente de bons payés en "greenbacks" - dont l'intérêt était garanti en or - , les législateurs omirent de préciser sous quelle forme serait remboursé le principal. Après la guerre, le principal aussi fût soldé en or. L'intérêt net ainsi transféré du Trésor aux détenteurs des bons s'élevait au "taux léonin" de 10%.

Sylvis s'indignait du profit ainsi récolté par les profiteurs de guerre. Pour le mouvement ouvrier se révélait ainsi la structure profondément injuste du système financier. Sylvis s'écriait : " Pourquoi les rois de la finance qui ont étranglé le gouvernement à l'heure du plus grand danger sont-ils les favoris des favoris et les élus des élus? " La solution était simple : la justice élémentaire résidait dans le fait que le détenteur de bons soit payé dans "la même monnaie que celle avec laquelle il s'était procuré les bons. "

Le mouvement ouvrier s'élevait aussi contre le système des billets de banque dans la mesure où il remettait le contrôle de la monnaie nationale entre des mains privées. Sylvis évaluait à 100 millions de dollars le profit empoché par les banques à partir des 300 millions de dollars de "banknotes" - un bénéfice arraché au détriment du travail productif. Les banques nationales constituent une "escroquerie nationale" et pire "une escroquerie légalisée" ajoutait Sylvis.

Cependant, l'or était identifié comme la racine des difficultés financières du pays. Pour les représentants des organisations ouvrières (comme la NUL) l'or - n'existant qu'en quantité réduite et concentré entre les mains de quelques détenteurs privés - , ne constituait pas une mesure de valeur constante. Les fluctuations de sa valeur étaient utilisées au profit d'intérêts privés et non pour servir l'intérêt général. Sylvis ironisait sur le fait qu'aucun individu sain d'esprit n'accepterait, dans le domaine des poids et mesures, un mètre ou une livre fluctuants. Et pourtant, en ce qui concerne la valeur de la monnaie c'était ce qu'imposaient, par un tour de passe-passe, les puissances financières. La solution pour mettre fin à cette mystification : un gouvernement du peuple qui en finisse avec l'adoration de l'or.

“ Une monnaie démocratique ”

Le papier-monnaie, concluait Sylvius, constituait une monnaie démocratique. Cette monnaie “ bon marché ”, abondante et pratique était la réponse à la monnaie fondée sur l’or. En ramenant les taux d’intérêt en dessous du taux d’accroissement de la richesse nationale, on éviterait que les produits du travail ne soient accumulés entre les mains des “ barons de la finance ” et ainsi assureraient aux producteurs le “ fruit de leur travail ”.

Sylvius devait reprendre à son compte ce qu’on appelait le “ projet Ohio ” (the Ohio idea ”) qui proposait que les détenteurs de bons soient payés en “ greenbacks ”, la “ monnaie du gouvernement et du peuple, du travailleur et du fonctionnaire, du retraité et du soldat ”. Sylvius ajoutait plaisamment, à l’instar des milieux de la banque opposés à ce système que “ les greenbacks pouvaient tout acheter, y compris les membres du Congrès ”.

Les “ greenbackers ” liés au mouvement ouvrier soutenaient aussi l’instauration de ce qu’on appelait “ le bon inter-convertible ”. Cette proposition impliquait que le gouvernement prête directement de l’argent aux citoyens, gagé sur la propriété, et à un taux d’intérêt de 1%. (représentant ce que l’on considérait comme les frais bancaires). Ces taux d’intérêt réduits permettraient à chacun d’emprunter ce qui lui était nécessaire. Lorsque l’emprunteur n’aurait plus besoin de l’argent il le redonnerait à l’Etat en échange d’un bon du Trésor qui pourrait être reconverti en argent liquide si le besoin s’en faisait sentir. Ainsi aurait été créée une monnaie élastique se contractant ou augmentant en fonction des besoins de l’économie.

Sylvius posait la question de la monnaie en termes de classe. Le programme monétaire de la National Labor Union avait pour point de départ “ l’argent nous a gouverné assez longtemps, à nous d’essayer de gouverner ” Le but était donc clair : “ Que notre cri de guerre soit **la réforme**. A bas l’aristocratie de l’argent, vive le peuple ”. Avec le pouvoir des esclavagistes du Sud désormais transféré à Wall-Street, un nouveau système monétaire était nécessaire pour défier sa tyrannie sur la société américaine.

Cette perspective conduisait inexorablement les organisations ouvrières dans la voie de l’action politique. “ Le mal est d’origine législative, le remède est dans d’autres lois ” disait Sylvius. Par la voie législative, le gouvernement pouvait arracher le droit de fixer les taux d’intérêt “ aux banquiers, courtiers et autres spéculateurs ” et le remettre entre les mains des représentants du peuple.

La réforme monétaire était donc présentée comme la question centrale de l’après-guerre civile pour toute la nation. Les représentants du mouvement ouvrier et d’autres réformateurs explicitaient le besoin de réorganiser le système bancaire du pays pour aboutir à un minimum de justice économique pour le “ simple citoyen ”, qu’il soit blanc ou noir. Mais les partis politiques établis se montrèrent “ imperméables aux idées nouvelles ”.

Le contexte politique

En défiant l'élite politique et économique de l'après-guerre civile, le mouvement ouvrier se heurtait aux obstacles à une véritable démocratie tels qu'ils s'étaient constitués aux Etats-Unis.

La guerre civile avait fondamentalement modifié la manière dont les américains concevaient la politique. C'était cette guerre, et non les idéologies, qui dominait le système politique bi-partite des Etats-Unis. Des coalitions recoupant les divisions des intérêts et les préjugés régionaux, religieux et raciaux contrôlaient les deux grands partis et ignoraient les besoins économiques de la grande masse de la population.

Les divisions économiques majeures de la nation - paysans, ouvriers, capitalistes - étaient traversées par la division entre le Nord et le Sud. A quoi s'ajoutaient les regroupements formés par les Noirs libérés du Sud et les Noirs qui résidaient au Nord.

On peut dire que ces divisions constituaient des sections de l'électorat qui pour l'essentiel "votaient comme elles avaient tiré pendant la guerre".

Les Noirs, au Sud comme au Nord - définis plus comme une caste que par leur appartenance de classe - votaient massivement pour le Part Républicain considéré comme le parti de l'émancipation des Noirs. Il est ironique de constater que ceux qui, dans cette phase particulièrement brutale du développement capitaliste, comptaient parmi les plus exploités, formaient le soutien le plus constant du parti incarnant "l'esprit triomphant de la libre entreprise".

Les fermiers nordistes, vétérans de la "grande armée de la République" étaient aussi attirés par le "grand vieux Parti" (the great old party). Leur loyauté au Part Républicain était maintenue par la tactique dite de "brandir la chemise sanglante". On rappelait à chaque instant, à ces combattants de la guerre civile, que chacun de leurs camarades tués ou blessés dans le combat contre les "rebelles de la confédération" l'avait été par un partisan du Parti Démocrate.

Le Parti Démocrate, de son côté, s'appuyait sur la mémoire de ceux qui avaient donné leur vie pour la "glorieuse cause perdue" du Sud, pour s'assurer les suffrages des fermiers du Sud. Mais le Parti Démocrate était aussi un parti exprimant les intérêts des capitalistes, représentant plus spécifiquement les besoins des entreprises du "nouveau Sud" (et non ceux des fermiers ou travailleurs).

Une affirmation politique indépendante

L'absence de réaction positive aux propositions formulées par une organisation comme la NUL conduisit les délégués de celle-ci à se prononcer, dès 1866, pour la constitution d'un parti ouvrier. La mort de William Sylvis en janvier 1869 provoqua un recul du mouvement, mais dès 1870 l'affirmation d'une politique "Greenback-Labor" dépassa le stade des intentions.

Dans l'état du Massachussetts, l'abolitionniste bien connu Wendell Philips se présenta au poste de gouverneur, sous l'étiquette du Labor Reform Party (Parti ouvrier de la réforme). Il obtint 15 % des suffrages exprimés (21 946 voix). L'année précédente, le parti avait fait élire 21 de ses 80 candidats à l'Assemblée d'Etat.

Au congrès de la NUL tenu en 1870, furent adoptées les premières mesures visant à la constitution d'un parti ouvrier à l'échelle nationale. Et, au congrès constitutif du Labor Reform Party, une motion fut adoptée qui situa clairement le parti dans le camp des " greenbackers ".

Mais la sélection du candidat choisi pour porter les couleurs du parti dans l'élection présidentielle de 1872, devait entraîner la chute non seulement du Labor Reform Party mais de la NUL elle-même.

Le candidat à la présidence, David Davis, un juge de la Cour Suprême, était un virulent critique de la conception du Parti Républicain. Mais c'était un politicien opportuniste, avant tout déterminé par les besoins de sa carrière. Parce qu'il craignait d'être étiqueté comme un " excentrique " en matière financière, il hésita même à être officiellement le candidat des " greenbackers ".

Ses " conseillers " persuadèrent les représentants ouvriers que Davis était d'accord avec certaines des positions de la NUL mais qu'il serait maladroit de les affirmer... Finalement Davis et le candidat à la vice-présidence se retirèrent de la course électorale. La NUL renonça à sa campagne et cette débâcle électorale entraîna l'effondrement du syndicat.

Le " Congrès industriel " (Industrial Congress) qui devait succéder à la NUL se prononça pour une stratégie de syndicalisme " pur " sans objectifs électoraux. De la nouvelle génération de leaders ouvriers, seul Robert Schelling, d'origine allemande, avait été formé à l'école du " Labor-Greenbackism ". Elu Président de la nouvelle Fédération, il intervint pour restaurer cette tradition.

La paysannerie, une alliée

Le mécontentement des agriculteurs s'aggrava pendant les années 70. On assista au début d'une alliance entre eux et le mouvement des travailleurs des villes. Ils prirent de plus en plus conscience du fait que leur destin économique dépendait pour beaucoup du développement des chemins de fer. Des congrès de fermiers appuyaient la revendication ouvrière " d'un système monétaire juste ", y voyant un moyen de mettre en échec les monopoles du rail.

Ces développements avaient pour toile de fond les conséquences de la " grande panique de 1873 " aboutissant à une période de récession longue de six ans qui recentra les soucis de la population autour de la nécessité d'une réforme économique. Les secteurs organisés du mouve-

ment ouvrier étaient déjà très faibles lorsque la crise économique se déclencha. La NUL n'avait pas survécu à la faillite politique de 1872. Le " Congrès Industriel ", le successeur de la NUL, n'avait que quelques mois d'existence lorsque éclata la " panique " et ne disposait que de peu de forces pour faire face à des temps difficiles.

Durant cette longue dépression le mouvement ouvrier organisé fut réduit à sa plus simple expression. Des près de 40 syndicats existants en 1873, il n'en restait que 9 en activité en 1877. Mais la sévérité de la crise redonna un nouvel essor aux " greenbackers " militants et la question d'une réforme politique réapparut à l'ordre du jour des responsables ouvriers. Au second congrès de l'Industrial Congress, en 1874, Schelling appela à redoubler d'efforts sur la question monétaire. Sa position reçut un soutien enthousiaste.

Les dirigeants du mouvement ouvrier et des agriculteurs s'unirent en 1875 pour constituer le " National Independent Party " (parti national indépendant), plus connu sous le nom de " Greenback Party ". Mais une fois encore, la sélection d'un candidat à l'élection présidentielle fut menée de manière erronée. La désignation de Peter Cooper, un philanthrope de New-York, âgé de 85 ans, constitua un choix malheureux. Cooper était l'une des rares personnes de grande stature à avoir marqué sa sympathie pour le mouvement ouvrier dès avant la guerre civile. En 1869, la NUL l'avait salué pour ses vues sur la question financière.

Sans aucun doute, sa candidature donnait un cachet de respectabilité à la campagne. Mais en fait ce fut avant tout sa fortune qui explique que le Parti Indépendant, fort pauvre, l'ait choisi. En fait, l'argent pour la campagne resta très limité; Cooper se montra moins généreux qu'on ne l'avait escompté et le manque de moyens continua à peser.

Malgré ce fait et d'autres problèmes, les ouvriers et les paysans réagirent positivement. A Chicago, les militants du parti menèrent campagne circonscription électorale par circonscription électorale pour gagner à la cause les salariés comme les chômeurs. En Pennsylvanie, " réformateurs " et vétérans du combat syndical combinèrent leurs efforts avec ceux des " Chevaliers du Travail " pour appeler à voter Cooper.

Mais les difficultés ne furent pas surmontées et elles minèrent cette tentative d'action politique indépendante. Lorsqu'on arriva aux élections, la campagne de l'Independent Party s'était pratiquement désintégrée. Officiellement, le décompte des voix ne crédita Cooper que de 1% des voix (82 000 suffrages)

Cependant ce vote avait un caractère de classe marqué : l'essentiel de cette fraction de l'électorat était concentré dans les mines et les centres métallurgiques de la Pennsylvanie, dans les centres industriels de l'Ohio, dans certains districts agraires de l'Iowa, du Kansas et de l'Illinois, dans les zones déshéritées et marquées par le chômage comme l'Indiana. Il demeure que la grande majorité des ouvriers et des paysans vota pour l'un ou l'autre des partis établis.

Deux ans plus tard, pourtant, le soutien ouvrier au " Greenback Party " atteignit des sommets élevés. Les mineurs, les ouvriers des fabriques, les travailleurs agricoles votèrent massivement en 1878 pour le " United Greenback-Labor Party ". Cette mobilisation électorale avait son origine dans le soulèvement ouvrier de 1877, dirigé contre les grandes compagnies de chemin de fer. Celles-ci avaient voulu interrompre la chute de leurs profits en réduisant les salaires. Mécaniciens et chauffeurs aiguilleurs répondirent en bloquant la circulation des trains. Le patronat riposta en faisant appel à la force armée : on ouvrit le feu sur les grévistes.

Le mouvement qui avait commencé à Martinsburg, West Virginia, se heurta partout à la violence. A Pittsburgh, la troupe tua 26 grévistes.

Les travailleurs ripostèrent en faisant dérailler les trains, en saccageant les gares et les dépôts. On évalua le montant des pertes à près de 5 millions de dollars. Les troupes fédérales réprimèrent le soulèvement dans le sang. Cette violence sans frein à l'encontre des travailleurs renforça leur sentiment de classe et suscita la sympathie des milieux réformateurs.

Les " Greenbackers " en appelèrent aux ouvriers pour qu'ils se tournent vers l'action politique comme moyen de briser leur asservissement au capital tout puissant. Des groupes " Greenbackers-Labor " surgirent à travers tout le pays, de la côte Est au Pacifique, du Maine à la Californie.

Le vote global pour le " Greenbacker-Labor Party " en 1878 est impressionnant. Plus d'un million d'électeurs, un sur neuf, rejetèrent les deux partis institutionnels. Entre 21 et 26 candidats du " Greenbacker-Labor Party " furent élus au Congrès. Il est difficile d'établir leur nombre exact car la direction du Parti Démocrate s'était orientée vers l'intégration du mouvement "Greenback" en son sein, par la présentation notamment de candidats communs.

Néanmoins, les gains de voix " Greenback " dont le nombre dépassa en 1878 de plus du double celui de 1876, furent indéniables.

Un soutien déclinant.

Bien que les candidats relevant du mouvement " Greenback-Labor " aient continué à défier les Républicains et les Démocrates jusqu'en 1888, le soutien électorale aux " Greenbackers " s'épuisa rapidement. La prospérité se rétablissait dès 1879, le chômage se réduisait, les prix de la production agricole augmentaient et le mouvement syndical renaissait aux travers des Assemblées de Chevaliers du Travail (Knights of Labor), et les agriculteurs étaient plein d'espoir en l'organisation économique qu'ils venaient de constituer - l'Alliance des Fermiers. Le vote pour le " Greenback Party " en 1880, de l'ordre de 300 000 voix, représentait moins que le tiers des résultats atteints en 1878.

Dans la lutte centrée sur l'organisation du système monétaire de la nation, banquiers et investisseurs l'avaient emporté. En dépit d'une récession sévère et prolongée, la quantité de monnaie en circulation demeura stable. En janvier 1879, les capitalistes financiers rétablissaient un système monétaire basé sur l'or.

L'échec politique du " Greenbackism " était particulièrement cruel pour le mouvement ouvrier et pour les autres partisans de la réforme. Pour eux, la question monétaire était au coeur de l'injustice économique affectant les USA et de la poursuite de la concentration des richesses dans les mains de grandes compagnies. Face aux appels aux " chemises sanglantes " et à l'évocation de la " cause perdue ", la référence à la réforme monétaire ne pouvait avoir qu'un faible écho. La sagesse du moment était que, pour les questions financières, il valait mieux s'en tenir à l'avis des banquiers plutôt qu'à celui d'ouvriers ou de paysans révoltés.

L'ordre des " Chevaliers du Travail " s'imposa dans les années 80 comme la principale organisation du monde du travail. L'un de ses principaux responsables, Terence Powderly, avait été élu maire de la ville de Scanton en Pennsylvanie, comme candidat du " Greenback-Labor Party ". Pourtant, les Chevaliers du Travail ne se prononcèrent comme organisation ni pour l'action politique, ni pour un parti ouvrier.

L'élément le plus prometteur allant dans le sens de l'action politique indépendante devait sortir dans la période qui s'ouvrait du mécontentement au sein de la paysannerie. Les " Farmers' Alliances " dans l'Ouest et le Sud allaient constituer, dans les années 90, un sérieux défi au maintien de la domination des deux grands partis du capital.

[\(retour au début de l'article\)](#)

[\(retour sommaire\)](#)

[\(Passer à l'article suivant\)](#)

Le “ Parti du Peuple ” et la montée de l’action ouvrière et paysanne

Le parti du peuple : un parti rebelle des ouvriers et des paysans

“ Nous nous rencontrons au sein d’une nation qui est au bord de la ruine morale, politique et matérielle. La corruption domine les élections, les législatures d’Etat, le Congrès... La population est démoralisée. Les journaux sont achetés ou muselés, l’opinion publique réduite au silence, l’activité économique en crise, les maisons hypothéquées, les travailleurs appauvris, et la terre se concentre entre les mains des capitalistes.

Les travailleurs des villes se voient déniés le droit de s’organiser pour leur défense, des troupes de mercenaires, hors de toutes nos lois, sont formées pour les décimer. Les fruits du travail de millions d’êtres humains sont volés pour bâtir de colossales fortunes, sans précédent dans l’histoire du monde, et leurs propriétaires méprisent la République et menacent les libertés... Nous déclarons que les forces qui dominent les anciens partis du pays ont permis le développement des conditions atroces qui existent aujourd’hui sans effort sérieux pour les limiter ou les prévenir.”

Voilà dans quels termes frappants est rédigé le préambule du programme politique du Parti du Peuple (ou parti populiste), publié en 1892. Le sort des travailleurs dans cette fin du 19^e siècle est présenté avec éloquence dans ces lignes.

En effet, les temps étaient durs - ils l’ont été d’ailleurs dans l’essentiel du cours de l’histoire des Etats-Unis - pour les ouvriers et les paysans. Ce qui distingue la période qui nous concerne ici c’est ce qu’on peut caractériser comme un soulèvement politique, défiant la domination qu’exerçaient les partis établis, au compte du capital financier.

Vers le milieu de la décennie des années 90, le Parti du peuple était solidement établi dans 24 Etats et ses candidats recueillaient 23 % à 25 % des suffrages. Ce parti, qui reposait sur une base de classe, en fait, menaçait alors de remettre en cause l’existence même du Parti Démocrate comme entité politique viable dans d’importantes zones de l’Ouest et d’en finir avec son hégémonie au Sud.

Le Parti du peuple parvint à remettre en cause la division sectorielle remontant à la guerre civile qui avait tant handicapé le “ Greenback’ Party ” vingt ans auparavant. Plus remarquable encore était le fait que dans le Sud, le Parti du Peuple constituait une base bi- raciale, unissant petits fermiers blancs et noirs victimes les uns et les autres de la même oppression.

En dépit de ces débuts prometteurs ce furent, paradoxalement, les succès électoraux qui ouvrirent la voie à la disparition du Parti du Peuple. Les élus populistes devaient en effet succomber

aux pressions du Parti Démocrate par une fusion des deux partis, afin d'infliger une défaite au Parti Républicain qui resurgissait en 1890.

Cependant, ce qui demeure de l'action du Parti du Peuple, c'est le succès qu'il rencontra pour surmonter les obstacles à un parti des ouvriers et des paysans disposant, aux Etats-Unis d'une base de masse.

Une entreprise délibérée.

A travers toute l'histoire des Etats-Unis, les citoyens américains se sont entendus répéter que leur pays **personnifiait** le progrès. Le présent était toujours " meilleur " que le passé et le futur serait encore " meilleur ". Dès l'école, on enseigne aux enfants une vision romanesque de l'histoire des Etats-Unis qui considère que, malgré ses défauts, le système marche et que le temps en éliminera presque automatiquement les failles. Cela fait partie d'une entreprise délibérée de la part de la classe dominante, visant à dépolitiser l'électorat américain.

Ainsi, les travailleurs des USA ne se rebellent pas individuellement face à une situation plus difficile ou l'exploitation économique. Ils ont été accoutumés à accepter le mythe selon lequel les institutions démocratiques s'étaient mises en place aux Etats-Unis et s'y maintenaient sans grand effort. La domination politique de ceux qui bénéficiaient de la perpétuation de l'injustice économique était assurée en restreignant l'activité politique au cadre des partis existants.

Cependant, des rebellions éclatent contre cet ordre. Le peuple parfois se dresse pour protester contre l'inégalité qui multiplie les possibilités pour les privilégiés. Quand des voix s'élèvent pour critiquer l'ordre des choses existant, comme celles des populistes dans les années 90 (et celles des Noirs, des blancs paupérisés, des travailleurs agricoles, des militants ouvriers, des féministes aujourd'hui), on leur répond qu'ils sont " imprévoyants ", " paresseux " et en définitive coupables. Faire retomber la responsabilité sur les victimes, vise à créer une forme de " résignation de masse " et la perte d'un " respect de soi " pour des millions de gens.

C'est ce qui rend difficile aujourd'hui l'assimilation des expériences du " People's Party " et le fait d'en tirer les leçons, c'est qu'à la base de la conception de la politique comme étant le champ clos " des partis des milieux d'affaires ", il y a le postulat que tout mouvement politique hors de ce cadre est insignifiant. Mais les populistes n'étaient ni résignés ni intimidés. Ils osèrent créer des institutions et utiliser des méthodes pour gagner d'autres à leur cause.

L'abus de pouvoir de la part de ceux que les Populistes appelaient " le capital concentré " (avant tout les chemins de fer et les banques) était à la racine de la révolte à la campagne. Les compagnies de chemin de fer étaient connues pour leur étranglement des paysans, puisqu'elles pouvaient imposer de manière arbitraire leurs tarifs. Pour les fermiers, c'était là une extorsion pure et simple, dans la mesure où l'autre terme était de laisser pourrir les récoltes sur pied.

Encore plus désastreux pour le petit fermier était le manque de crédits disponibles à des taux d'intérêt raisonnables. Incapables de se procurer les prêts nécessaires, les fermiers étaient étran-

glés par les marchands locaux. Leur accès à des biens indispensables passait par le “ marchand fournisseur ” à qui ils hypothéquaient la prochaine récolte. Le “ fournisseur ” établissait deux échelles de prix : un prix cash et un prix à crédit gonflé d'un intérêt annuel de 20 à 25 %.

Si la dette (incluant les intérêts) dépassait la valeur de la récolte du fermier, la récolte de l'année suivante était déjà grevée par la dette reconduite. L'intérêt total qu'empochait le marchand au terme de ces transactions s'étendant sur plusieurs années dépassaient les 100% de la somme avancée et parfois approchait de 200% . Le marchand était dans une position lui permettant de dicter au fermier à quelle culture il devait se consacrer. Dans une période de déflation et de prix déclinants pour le coton, le “ fournisseur ” du Sud continuait à dire “ pas de coton, pas de crédit ”.

Les agriculteurs se tournaient vers l'organisation de coopératives pour la vente et pour l'achat, afin d'éliminer l'intermédiaire. Mais pour effectuer des achats d'importance, les coopératives devaient emprunter auprès du réseau national des banques. Mais les banques privées refusaient résolument de consentir des prêts aux coopératives même lorsque celles-ci proposaient un gage ... valant le triple du prêt sollicité.

La politisation à la campagne

La politisation du mouvement des agriculteurs se développa relativement lentement, en relation avec le dédain à l'égard des revendications paysannes de l'Ouest et du Sud des dirigeants soumis aux capitalistes des partis républicain et Démocrate. Les agriculteurs mirent en branle un mouvement de défense “ à la base ” qui évolua à travers quatre étapes distinctes. Premièrement, ils créèrent une institution autonome , le “ Farmers Alliance ”. Ensuite on mit en place des instruments tactiques pour recruter largement (Alliances lectures) Puis on se consacra à l'éducation des adhérents (Alliance Press). Enfin, on procéda à la création de l'instrument politique (Le People's Party) nécessaire pour affirmer les aspirations des masses.

Le populisme fut plus qu'un mouvement de protestation agraire. Comme l'a dit l'historien Nathan Fine : “ le parti du peuple reposait sur ceux qui travaillaient la terre et sur les enfants du travail. ” Bien que la classe ouvrière ne fut pas la force dirigeante du mouvement populiste celui-ci, pendant toute la période, donna son soutien au mouvement ouvrier.

Les luttes ouvrières ont constitué une composante importante de la fermentation politique et sociale de l'ère populiste. Dès la résistance acharnée des ouvriers du rail à des baisses de salaire (1877), une fraction significative du mouvement paysan chercha un accord avec les organisations ouvrières. La “ Homestead Battle ” de 1892 où des hommes de main armés attaquèrent des grévistes des aciéries de Pennsylvanie contribua à accroître le vote pour le “ People's Party ” en novembre de cette année. L'attaque des grévistes de Pullman en 1894 détourna des milliers de travailleurs du Parti Démocrate, les incitant à voter pour les “ populistes ”.

L'alliance ouvrière et paysanne

Au printemps de 1886, Jay Gould, propriétaire de lignes de chemin de fer joignant le Missouri au Pacifique, décida d'agir pour briser la grève des travailleurs du rail, organisée par " les Chevaliers du Travail ". Avant que la grève ne se termine, des milliers de grévistes furent inculpés, des centaines emprisonnés et des douzaines tués.

Parmi les populistes du Texas (où la grève avait commencé) se trouvait William Lamb, président de la " Montaigne Farmers Alliance " (qui regroupait une centaine de sections locales), qui proposa d'édifier une coalition politique avec les " Chevaliers du Travail ". Pour Lamb, la solution était évidente : le peuple travailleur - de la ville et de la campagne - devait s'unir contre l'ennemi commun, les grandes corporations. Il organisa, en soutien aux grévistes, un boycott par les fermiers des lignes de chemin de fer de Gould.

Des responsables de l'Alliance des Fermiers du type de Lamb rejetaient l'image traditionnelle du fermier comme un producteur-entrepreneur, un petit capitaliste. Dans une société dominée par les grands propriétaires de l'industrie et leurs agents, le fermier était un travailleur et la " question du travail " était au centre de toute la période. C'est pourquoi, pour Lamb, ce qui était à l'ordre du jour c'était la réalisation de l'union pour une action politique indépendante entre les agriculteurs organisés dans l'Alliance et les ouvriers rassemblés par " Les Chevaliers du Travail ".

Les fermiers, ouvriers agricoles et éleveurs, se réunirent à Waco, dans le Texas, en mai 1888. Ce fut un premier pas vers une action indépendante . Lamb se rendit à Cincinnati pour la constitution du Union Labor Party et intervint au nom du Texas Union Labor Party.

Un précédent important à la formation du People's Party fut la campagne présidentielle de 1888 du National Union Labor Party. Le candidat à la présidence Alson J. Streeter, ancien président de la Northern Farmers Alliance, était impitoyable dans sa dénomination des partis Républicain et Démocrate " responsables d'avoir créé et nourri les maux monstrueux " assaillant les ouvriers et les paysans.

Mais en dépit de son nom, le National Union Labor Party était un parti paysan, non un parti ouvrier. Terence Powderly, le dirigeant des " Chevaliers du Travail " se refusa à soutenir cette institution indépendante. Samuel Gompers de la nouvelle " American Federation of Labor " (AFL) refusa nettement de s'associer à ce qu'il qualifiait avec mépris comme organisation " d'entrepreneurs agraire ".

Présent dans seulement neuf Etats du Nord et trois du Sud, le parti paysan ne reçut pas un soutien électoral de masse de la part du prolétariat industriel. Les éléments socialistes, de leur côté, ne s'engagèrent pas. Cependant, les ouvriers et les paysans du Sud et de l'Ouest répondirent positivement au défi lancé à l'hégémonie des partis Démocrate et Républicain. Le Texas donna 30.000 voix à Streeter, l'Arkansas, où le Parti Républicain de l'Etat appuyait le parti paysan, 10.000 voix, et environ 25% des 147.000 suffrages décomptés au Kansas allèrent à Streeter.

Pourquoi “ Les Chevaliers du Travail ” se refusèrent-ils à s’associer avec le Union Labor Party ? Bien que les Chevaliers ne niaient pas l’importance de la lutte politique, des fractions décisives du mouvement ne voyaient pas dans l’action politique la réponse aux besoins les plus fondamentaux du mouvement et à ses buts : à court terme, sa stabilité comme organisation et comme objectif ultime, l’abolition du salariat et la libre coopération des producteurs.

“ La “ déclaration de principes ” du mouvement demeurait ambiguë en ce qui concerne l’action politique. Le préambule déclarait : “ Cette organisation ne prétend pas être un parti politique et ne se propose pas d’organiser un parti politique. Cependant, elle est en faveur de l’utilisation du droit de vote. ”

Les “ Chevaliers ” se prononçaient donc pour les droits politiques des travailleurs sans offrir le moyen d’utiliser ces droits. Sans un parti de la classe ouvrière présent dans l’arène politique, comment est-ce que l’électeur ouvrier pourrait faire le choix “ d’un vote sage et indépendant ” s’il n’avait que le choix entre les deux grands partis financés par le grand capital ?

Au niveau local cependant les “ Chevaliers du Travail ” s’engagèrent dans l’action politique dans presque tous les endroits où ils étaient organisés. En 1886, sous une variété de noms (“Union Labor”, “ United Labor ”, “ Knights of Labor ”, “ Workingmen ” et “ Independents ”) des candidats indépendants se réclamant du mouvement ouvrier présentèrent des candidats aux diverses élections locales dans 189 villes réparties en 34 Etats (les Etats-Unis comptaient alors 38 Etats) et dans quatre Territoires.

Le “ United Labor Party ” fit élire sept de ses candidats à l’Assemblée d’Etat, cinq juges - et il ne manqua que 38 voix pour que l’un de ses candidats siège au Congrès.

L’échec du “ Greenback Labor Party ” dans les années 70 explique le refus des “ Chevaliers du Travail ” à s’engager dans l’action politique à l’échelle nationale. Les difficultés et les coûts de telles entreprises dans lesquelles plusieurs des dirigeants nationaux des Chevaliers auraient été impliqués, leur laissèrent un goût amer quant à ce qu’ils appelaient la “ haute politique ”. C’est ainsi que le dirigeant des Chevaliers, Powderly, qui pendant six ans occupa les fonctions de maire de Scranton (Pennsylvanie) au compte du “ Greenback Party ”, dénonçait la participation aux élections comme “ une diversion utopique ”.

Des conflits de classe grandissant

Mais l’accentuation de conflits de classe dans tout le pays provoqua une résurgence de l’intérêt pour l’action politique parmi les cadres locaux des “ Chevaliers du Travail ”. Pour certains, le rapide développement de l’organisation en 1885-86 donna aux Chevaliers des possibilités plus grandes que jamais auparavant de peser sur la vie politique.

Pour d'autres, la " politique " devint une arme de dernier recours face aux brutales défaites subies dans les grèves au cours des grands affrontements de classe qui marquent ces années.

L'écrasement de la grève des chemins de fer par Jay Gould dans le Sud-ouest et la tragédie de Haymarket qui vit exécuter par pendaison les principaux leaders du mouvement pour les huit heures, condamnés sur la base d'une forfaiture judiciaire, laissèrent exposés aux coups de la répression des employeurs les sections des " Chevaliers ".

Les défenseurs d'une action politique indépendante au sein de l'organisation des " Chevaliers du Travail " aspiraient à constituer un nouveau parti puissant, dont la base aurait été formée par les " Chevaliers de Travail " et la National Alliance. Certains prédisaient que dans ce cas " il n'existera bientôt dans ce pays que deux partis en lice : l'un formé d'honnêtes travailleurs, épris de justice et d'égalité; l'autre composé de l'aristocratie capitaliste et de ses méprisables valets " .

En définitive, au sein des chevaliers du Travail, la bataille sur la question de l'action politique fut gagnée par ceux qui étaient partisans de cette action. En 1890, les Chevaliers du Travail opéraient la jonction avec le " 3^o parti " agraire. Ce processus serait achevé en 1893 lorsque Powderly perdit la présidence des " Chevaliers ". Mais cette victoire politique survint trop tardivement. Les Chevaliers du Travail étaient affaiblis à la fois par la destruction des syndicats, " cassés " par l'offensive patronale et par le passage en masse de leurs adhérents au " syndicalisme pur et simple " de l'AFL. Le résultat c'est que les Chevaliers du Travail allaient rapidement décliner et ne plus tenir qu'un rôle insignifiant au sein de la classe ouvrière américaine.

[\(retour au début de l'article\)](#)

[\(retour sommaire\)](#)

[\(suite de l'article\)](#)

La radicalisation agraire

Les dirigeants de la " Farmers' Alliance " de la fin des années 80 et du début 90 comprenaient la nécessité objective d'une large coalition politique englobant le mouvement ouvrier à leurs côtés. Charles Macune, le théoricien le plus avancé du mouvement agraire, proposa d'unir " sous une même bannière " les différentes organisations de travailleurs du pays. Pour symboliser cette aspiration la " National Farmers' Alliance " fut rebaptisée " Farmers and Laborers Union of America " (Union des Fermiers et des travailleurs d'Amérique).

Mais les secteurs organisés des travailleurs urbains ne pouvaient, à la fin du 19^e siècle constituer un partenaire à égalité avec les associations paysannes. La classe ouvrière ne disposait pas encore d'un moyen d'organisation comparable à la Farmers Alliance et à la capacité de celle-ci de recruter et d'éduquer ses adhérents. Sans des institutions de masse, à caractère stable, le mouvement ouvrier ne disposait pas du véhicule nécessaire à la propagation de la conscience politique au sein des ghettos industriels des grandes villes des Etats-Unis. Le mouvement de la classe ouvrière, pour l'essentiel était encore inorganisé et dans cette mesure incapable d'amener en masse des recrues à un parti du peuple.

Le corollaire de la faiblesse d'un mouvement politique exprimant les intérêts des ouvriers était la force politique de la classe capitaliste. L'Amérique des grandes corporations utilisait son immense influence politique et économique pour étouffer les tentatives d'organisation ouvrière. Des juges " bien disposés " prenaient les décisions nécessaires pour briser les grèves, des gouverneurs non moins " compréhensifs " dépêchaient la garde nationale contre les grévistes. L'agence de détectives Pinkerton, contre paiement, envoyait ses mercenaires. Ces forces concentraient leurs efforts pour que les initiatives prises par la classe ouvrière à des moments décisifs soient défaites.

Macune et les autres réformateurs agraires, confrontés à la difficulté de trouver des alliés face à la rapacité des grandes corporations, se tournèrent d'abord vers des solutions non politiques au problème constant de l'endettement agraire. Mais les tentatives de réformes furent liquidées par l'opposition pratiquement unanime des grands négociants et des banques. Sans accès à des capitaux, les coopératives paysannes étaient vouées à l'échec. La mobilisation politique était indispensable.

Une nouvelle politique pour imposer la réforme

Dans le Kansas, la Farmers State Alliance (Alliance des Fermiers de l'Etat) s'orientait vers de nouvelles formes d'action politique pour imposer la réforme. Les fermiers inondèrent l'Assemblée de l'Etat de pétitions et organisèrent même une protestation massive. Mais ils devaient vite apprendre à quel point les partis Républicain et Démocrate étaient étroitement soumis aux banques, aux compagnies ferroviaires et aux autres grandes puissances commerciales et moné-

taires. Les agriculteurs furent d'abord en colère puis ils cherchèrent quoi faire. Un nombre croissant d'entre eux se convainquit qu'un nouveau parti politique était nécessaire, un parti libre du contrôle des banquiers et de leurs alliés.

De plus en plus, les masses agraires voyaient que le système politique américain permettait à la grande bourgeoisie de manipuler également les deux partis établis et de réduire la population travailleuse à l'impuissance. Les responsables des coopératives paysannes ressentait de plus en plus la nécessité, pour faire front, d'une organisation nationale des " classes productives " s'opposant à l'organisation des capitalistes. Vers 1890, il était évident que la " Farmers Alliance " l'institution la plus adaptée pour lancer un tel mouvement de résistance.

Le vieil espoir radical devenait une réalité. Les classes productives, au Sud comme au Nord, cherchaient à mettre fin à la tradition suicidaire qui consistait à voter les uns contre les autres, permettant par là le maintien au gouvernement des représentants des puissances financières et industrielles. Les Alliances, au niveau des Etats furent encouragées à développer une activité de caractère politique, en particulier en publiant des journaux. On établit alors une fédération des rédacteurs de journaux ruraux - la National Reform Association. Elle rassembla jusqu'à 1.000 hebdomadaires dans le cadre de l'action propagandiste du Parti du Peuple. De plus, on mit en place une " Alliance Lecture Bureau " popularisant les positions de l'Alliance pour des milliers de lecteurs des livres et des brochures éditées par la National Economist Publishing Company.

Durant l'été 1890, des centaines de rédacteurs ruraux et des dizaines de milliers de lecteurs commencèrent à faire campagne pour préparer ce qu'ils appelaient " le grand conflit ", la " lutte qui s'annonce " et même " la révolution qui vient ".

Mais pour l'Alliance le combat " pour les réformes " signifiait changer les choses en utilisant le système des deux partis. " Révolution " voulait dire le renversement de ce système par la création d'un troisième parti, organisant des milliers de travailleurs. Macune et d'autres dirigeants de l'Alliance s'accrochaient encore à la conception selon laquelle une réforme significative était possible par le truchement des partis existants. Les élections de 1890 allaient mettre à l'épreuve cette conception.

Une rupture partielle avec le système des deux partis

Dans le Nord et dans l'Ouest, les " Farmers Alliances " développèrent une action qui se situait en dehors du cadre du système des deux partis.. Des nouveaux partis agraires commencèrent à émerger dans nombre d'Etats : le Parti du peuple au Kansas et Indiana, le Parti indépendant en Dakota du Sud, le Parti indépendant du peuple au Nebraska, l'Union Indépendante au Colorado et le Parti d'Unité en Oregon.

Mais dans le Sud, les " Alliances " au niveau des Etats continuèrent à développer une stratégie de réforme politique **au sein** du Parti Démocrate. Le président de l'Alliance du Tennessee fut élu

gouverneur de l'Etat comme Démocrate. Le Parti Démocrate en Géorgie adopta la plate-forme de l'Alliance et désigna l'un de ses responsables comme candidat pour le poste de gouverneur. Il l'emporta et d'autres membres de l'Alliance se partagèrent les trois quarts des sièges du Sénat de l'Etat, les quatre cinquième de ceux de l'Assemblée et six des dix sièges à pourvoir au Congrès. " Comme nous étions des Démocrates, nous nous sommes saisis du Parti Démocrate " expliquaient les dirigeants de l'Alliance.

Mais, remporter les élections n'était pas suffisant. La machine du parti demeurait contrôlée par les vieux cadres du Parti Démocrate. Ils demeuraient maîtres de commissions législatives essentielles, de présidences clé et pouvaient ainsi bloquer l'adoption de mesures correspondant au programme de l'Alliance. L'utilisation des " groupes de pression " (lobbies) liés aux grands intérêts d'affaire fut utilisée avec efficacité.

C'est sur la question des crédits, des prêts nécessaires aux fermiers que la véritable nature du Parti Démocrate se manifesta pour les militants de la Farmers' Alliance. Les Démocrates assuraient qu'ils étaient le " Parti du peuple ". Mais ils se refusèrent à s'attaquer au monopole usuraire du " marchand fournisseur " et à l'hypothèque sur les récoltes. Leur opposition à tout système de crédit bon marché démontra aux fermiers qu'ils ne pouvaient voir leurs revendications satisfaites par l'acceptation du système des deux partis.

D'autres succès électoraux

L'élection de candidats de l'Alliance présentés par le Parti Démocrate ne constitua pas le seul succès électoral. Dans le Nord et dans l'Ouest, les campagnes des candidats indépendants soulignaient la possibilité d'une autre stratégie politique. Des candidats du nouveau parti d'opposition se retrouvèrent majoritaires dans les assemblées du Nebraska et du Kansas. Des partisans d'un troisième parti firent élire huit représentants au Congrès (venant du Kansas, du Nebraska et du Minnesota) et deux sénateurs (Kansas, Dakota du Sud).

Ces victoires, combinées avec la déception à quoi avait menée la tactique adoptée dans le Sud, convainquirent les dirigeants de l'Alliance qu'il fallait politiser leur action et former, à l'échelle nationale, un troisième parti. C'est au congrès de Cincinnati (mai 1893) que le " People's Party " (Parti du Peuple) fut formellement constitué. D'emblée, les délégués voulurent que le Parti prenne en compte les exigences des travailleurs des villes. Deux résolutions ayant directement trait à la lutte et aux revendications ouvrières furent adoptées. L'une appelait à l'extension de la journée de huit heures - qu'une loi avait prescrite pour les employés d'Etat- à " toutes les entreprises sur tout le territoire des USA qui emploient des salariés ". Une autre condamnait les directeurs de la World Columbian Exchange pour leur refus de payer le salaire minimum revendiqué par les organisations ouvrières de Chicago.

Des militants syndicalistes actifs furent élus au Comité Exécutif du nouveau parti. Ce fut le cas de Robert Schilling, " chevalier du travail " et président du syndicat des tonneliers. Il avait parti-

cipé aux activités du " Congrès Industriel " dans les années 70 et avait été adhérent du Greenback Party. William Lamb du Texas Union Labor Party fut aussi élu au Comité Exécutif.

Le Parti populiste chercha à s'assurer un large soutien dans la classe ouvrière. A son congrès de Saint-Louis, étaient présents des délégués de vingt organisations - toutes les organisations de fermiers mais aussi des Chevaliers du Travail, de l'Union des Mineurs de l'Ohio, et d'un échantillon de délégués venant de diverses organisations syndicales.

Les porte-parole du Parti du peuple s'adressaient " aux grandes masses de gens qu'anime un esprit de croisade contre l'injustice " déclarant que " la mission du parti était de livrer bataille, pour les droits des paysans et des ouvriers contre l'avidité, l'injustice et la corruption ". Les populistes insistaient sur ce qui devait unir tous ceux qui travaillaient et dénonçaient les " fortunes colossales " amassées en " pressurant les pauvres " et par l'emploi de " privilèges de monopoles " qui exigeaient un " tribut ".

A l'approche des élections de 1892, les Populistes tenaient à présenter Léonidas L. Polk comme candidat présidentiel. Polk était le rédacteur en chef du " Progressive Farmer ", un journal paraissant dans le " Sud profond ", à Raleigh (Caroline du Nord). Il fut l'un des premiers dirigeants " sudistes " à se prononcer pour un troisième parti et il jouissait d'une grande considération aussi bien parmi les militants agraires du Sud que parmi ceux du Nord.

Dans des tournées de meetings faites en 1890 et 1891, Polk avait démontré sa capacité à briser les barrières traditionnelles d'intérêts particuliers en s'adressant aux intérêts généraux des travailleurs. C'est ainsi que parlant à 6.000 agriculteurs à Winfield, Kansas, lors d'un rassemblement champêtre, il souligna la nécessité d'un changement économique dans les termes suivants : " Le Congrès à Washington pourrait en 48 heures voter une loi qui nous sauve. Mais Wall Street dit Non . Je pense que les deux partis ont peur de Wall Street et non du Peuple ".

De tous les dirigeants populistes, Polk était celui qui jouissait de la plus grande confiance parmi les fermiers du Sud. Durant la guerre civile et bien qu'opposé à la sécession, il avait combattu dans les rangs de l'armée Confédérée. Il avait été blessé à la fameuse bataille de Gettysburg. Les populistes du Nord voyaient en lui le seul représentant de leur parti capable d'ébranler " le bloc sudiste ". Polk s'adressait aux paysans du Sud pour les adjurer " de cesser de penser à une guerre vieille de vingt-cinq ans pour se déterminer par rapport à la gigantesque bataille d'aujourd'hui livrée par les classes et par les masses " .

Comme président national de la " Farmers Alliance " Polk avait été au premier plan du congrès constitutif du People 's Party. Il devait connaître une mort prématurée à 55 ans, juste avant l'ouverture de la campagne présidentielle en 1892. Sa disparition fut un coup sévère porté aux espérances électorales du nouveau parti dans le Sud et dans tout le pays.

Se réunissant au lendemain de cette lourde perte, le Parti du peuple s'unifia autour d'un " ticket " c'est à dire d'une équipe président et vice-président régionalement équilibré:

James B. Weaver, de l'Iowa, ancien général de l'armée nordiste et membre du Congrès pendant trois législatures comme représentant du " Greenback Party " . James G. Field, de Virginie, était lui un ancien officier supérieur de la Confédération. Il fut désigné comme candidat à la vice-présidence.

Bien que ces candidatures fussent moins enthousiasmantes que celle que l'on prévoyait, les délégués applaudirent avec force et certains même pleurèrent lors de la ratification de leurs candidats. Ils voyaient là un premier pas vers l'unification politique de secteurs du peuple jusque là divisés.

Les populistes adoptèrent une plate-forme politique dont ils pensaient qu'elle traitait " des questions les plus vitales ". Sur la question clé de la monnaie le Parti du Peuple réclamait que soit disponible " une quantité adéquate et flexible de monnaie ", qui pouvait être obtenue par la monétarisation du métal argent, par un plan de prêts aux fermiers. Pour libérer les simples gens des pratiques d'exploitation des banques privées, les Populistes proposaient la mise en place d'un réseau de " centres de chèques postaux " et un contrôle gouvernemental sur la monnaie.

Une plate-forme adressée aux travailleurs.

D'autres revendications — dont plusieurs répondaient à des revendications ouvrières — furent reprises dans les résolutions, exprimant le climat dans lequel se déroulait le congrès. C'est ainsi que la résolution n° 5 déclare : " Nous sympathisons avec les buts suivis par le mouvement ouvrier organisé et appelons à la réduction des heures de travail ". Les " Pinkerton " furent dénoncés comme une menace aux libertés. La résolution 10 assurait du soutien du Parti la grève de Rochester des " Chevaliers du Travail " et appelait au boycott des produits fabriqués par une entreprise en grève. Une autre résolution s'élevait contre les membres sans scrupules du Parti Républicain et du Parti Démocrate et réclamait des mesures " pour assurer des élections honnêtes et libre ". Cette même résolution réclamait des mesures pour que le peuple puisse influencer le cours de la vie politique : " lois d'initiative populaire et référendum ".

En dépit de cette plate-forme et de l'enthousiasme des partisans du parti la campagne électorale opposait des forces inégales.

Les défenseurs de l'économie dominée par les grandes compagnies, par le " big business " tenaient solidement les rênes. La presse nationale, les universités, les banques comme les églises étaient dans le même camp.

Bien que la " grande presse " préféra ignorer et se refusa à sérieusement discuter les problèmes économiques soulevés par le programme du Parti du Peuple, les cercles dirigeants des milieux financiers et industriels en furent profondément alarmés.

Traditionnellement, ces cercles préféraient voir un républicain à la Maison Blanche. Mais cette fois, ils firent une exception pour le candidat démocrate Grover Cleveland. Cleveland fut présenté comme un " homme sûr " dans le domaine de la politique monétaire. Il établit son crédit auprès des grands capitalistes en ridiculisant les projets de réforme mis en avant par les populistes. Du coup, le Comité électoral du Parti Démocrate fut submergé de généreuses contributions financières pour l'élection présidentielle de 1892.

La signification pour les travailleurs de l'élection présidentielle fut souligné, en cet été 1892, par des conflits de classe.

En juillet 1892, des mercenaires de Pinkerton attaquèrent sauvagement les grévistes de l'aciérie Carnegie à Homestead, Pennsylvanie. Quelques jours plus tard, d'autres éléments de cette milice patronale spécialisée dans les agressions anti-ouvrières s'attaquèrent aux mineurs lock-outés de la mine d'argent Coer d'A... (Idaho); puis les troupes fédérales enfermèrent les mineurs dans une prison militaire construite à la hâte. A Buffalo, c'est la milice d'Etat qui était appelée par le gouvernement pour briser une grève dans les chemins de fer. Presqu'au même moment les mineurs du Tennessee occupaient plusieurs mines et en expulsaient les " forçats-travailleurs " qui y travaillaient sans pratiquement rien coûter au patron.

Des candidats et des élus populistes réagirent avec sympathie à la crise qui menaçait le mouvement ouvrier. Les élus se réclamant du Parti du Peuple à l'Assemblée du Kansas introduisirent une législation qui rendait obligatoire, dans les mines, la présence d'un contrôleur des poids afin que les mineurs ne soient pas escroqués par un encadrement malhonnête. Ils donnèrent aussi leur soutien en imposant le paiement des salaires en liquide et non en bons de la compagnie. Les populistes du Colorado apportèrent leur appui à une loi interdisant le travail des enfants et pour la journée de huit heures. Les populistes de l'Idaho condamnèrent la décision des autorités fédérales et de celles de l'Etat pour avoir imposé la loi martiale et exprimèrent leur appui aux mineurs en lutte - organisés par les " Chevaliers du Travail ".

Bien que l'American Federation of Labor (AFL) soit demeurée officiellement " non politique " et par conséquent neutre dans les élections, Samuel Gompers ne put empêcher que le congrès de l'AFL reprenne divers points du programme du parti populiste, incluant la résolution sur les référendums. A l'échelon local, plusieurs syndicats de l'AFL participèrent ouvertement à la campagne du Parti du Peuple.

Un résultat électoral impressionnant.

Le candidat à la présidence du " People's Party " obtint 1.027.329 voix, soit 8,5% des suffrages exprimés. Au Kansas, dans le Colorado, l'Idaho et le Nevada, il obtint plus de voix que le candidat républicain ou démocrate.

Le populisme bénéficia aussi d'un large soutien électoral dans d'autres régions. Dans les Etats du Dakota du Sud et du Nord, dans le Nebraska, le Wyoming et l'Alabama, le Parti du Peuple rassembla sur son candidat plus du tiers des votes. Cependant, en dehors du Nord Ouest du pays et du Colorado, le parti n'entraîna pas de larges secteurs de la classe ouvrière. Dans le Nord-Est industriel, la classe ouvrière, dans sa grande masse, ne remit pas en cause ses fidélités électorales traditionnelles.

Le Parti du Peuple ne limita pas sa poussée électorale à l'élection présidentielle. Un troisième représentant du Parti devint sénateur et deux candidats du Colorado furent élus au Congrès, portant à dix membres le groupe parlementaire du Parti du Peuple.

Mais c'est au niveau des Etats que le succès électoral du Parti du Peuple fut le plus grand. Il fit élire des gouverneurs dans le Colorado, le Kansas, le Nord Dakota et le Wyoming. Dans les Assemblées d'Etat on décomptait en 1893 345 représentants du Parti du Peuple répartis dans 19 des 44 Etats- plus un sénateur et quatre représentants dans la législature du Territoire de l'Oklahoma.

Le Parti populiste aurait sans doute eu encore plus d'élus, si ce n'avait été le recours, à une grande échelle, à la fraude et à l'intimidation. Des cas d'intimidation, de violence et de fraude étaient particulièrement nombreux dans le Sud où les Populistes avaient oeuvré pour constituer une alliance qui passe par dessus les barrières raciales. C'est à cet aspect que nous consacrerons notre prochain article.

[\(retour sommaire\)](#)

[\(suite de l'article\)](#)

Le parti populiste et la paysannerie noire.

Dès 1888 une " Alliance de couleur " destinée à compléter l'Alliance des fermiers du Sud fut constituée dans le " Sud profond " où régnait Jim Crow. Mais les mécanismes de la lutte contre " les monopoleurs rapaces " étaient plus complexes pour les paysans noirs du Sud. Ils constataient que le pouvoir dans la région - y compris le pouvoir policier - étaient entre les mains des conservateurs blancs et ils ne pouvaient donc imaginer une solution strictement " économique " à leurs problèmes.

Les organisateurs se heurtaient à la réticence de ceux qui influençaient l'opinion noire à rompre leurs liens avec le Part Républicain. Qu'arriverait-il si le mouvement agraire faisait politiquement faillite ? Les noirs du Sud seraient alors abandonnés sans aucun point d'appui politique aidant à les protéger, y compris physiquement. Et la situation imposée par le système de la " suprématie blanche " empêchait les Noirs de participer aux manifestations collectives de solidarité qui renforçaient parmi les fermiers blancs du Nord et de l'Ouest la confiance en leurs propres forces.

Le terrorisme démocrate.

Quand les populistes noirs osèrent défier ce système, comme ce fut le cas en 1890 lorsque l'Alliance du Mississippi, forte de 60.000 membres mit sa presse au service du Parti du Peuple, le Parti Démocrate répliqua par des actes de violence terroriste. " Des cavaliers de la nuit " s'attaquèrent aux locaux de l'Alliance brisant les presses d'imprimerie et mettant le feu aux bâtiments. Les registres électoraux furent volés et sans doute brûlés. Les gens du Mississippi n'osaient plus ouvertement discuter politique. Et, lors des élections, la vieille garde démocrate, encadrée par ces " marchands fournisseurs " (que les noirs appelaient " les hommes ") remportèrent la victoire.

Les Démocrates de l'Alabama se montrèrent particulièrement experts dans le trucage électoral. En 1892, le candidat populiste pour le poste de gouverneur était nettement en tête, mais il fut éliminé par les Démocrates corrompus qui contrôlaient toute la machine électorale. Par ailleurs des votes fictifs de Noirs pour le Parti Démocrate achevèrent de donner le succès au parti en place.

Cette même année, en Géorgie où les résultats des élections dépendaient avant tout de l'électorat noir, les Démocrates eurent recours au meurtre. Des électeurs furent abattus pour empêcher une victoire populiste. Un noir résidant à Dalton (Géorgie) et qui avait osé publiquement prendre parti pour le Parti du Peuple fut abattu à son domicile. Un pasteur noir qui menait campagne pour les populistes fut assassiné au cours d'un meeting électoral. De nombreux meurtres eurent lieu le jour même des élections.

Au Texas également, le Parti Démocrate ne recula ni devant la fraude ni devant le meurtre. Dans les élections de 1894 alors que les candidats du Parti du Peuple rencontraient un écho favo-

nable au nord et à l'ouest du Texas et venaient nettement en tête au centre et à l'est de l'Etat, des élections honnêtes auraient indubitablement abouti à ce que sept candidats du Parti populiste soient élus à la Chambre des Représentants. Mais dans chaque circonscription, la machine démocrate élimina systématiquement les candidats du parti populiste : corruption ouverte, brutale intimidation, bourrage des urnes et vote fictif massif d'électeurs noirs- y compris en utilisant la liste des électeurs noirs décédés. Malgré cette fraude spectaculaire, le résultat officiel donna 40% des voix au parti populiste - il en avait obtenu 23 % en 1892.

La généralisation de la fraude

Sans retenue, les Démocrates de Louisiane utilisèrent aussi la terreur. En 1896, 21 Noirs de Louisiane furent lynchés - un cinquième des meurtres raciaux commis cette année dans tous les Etats-Unis. Et, lorsque cette terreur se révéla impuissante à suffisamment dissuader les électeurs populistes, la fraude ouverte empêcha l'élection d'un gouverneur se réclamant du Parti du Peuple.

Les démocrates n'hésitèrent pas à justifier leurs actes, à leur donner une valeur civique. Ils constituaient un " mal nécessaire " pour " que l'intelligence et l'esprit de l'Etat " l'emportent sur " la force brutale du nombre ". C'est ainsi, par exemple que le " Shreveport Evening Judge " écrivait avec un candide cynisme: " c'est un devoir religieux pour les Démocrates que de voler les Populistes de leurs votes dès que l'opportunité s'en présente. Y renoncer serait violer les enseignements sur lesquels se fonde la véritable démocratie de Louisiane. Les populistes sont notre proie politique légitime. Les voler de leurs votes ? Certes : sinon pourquoi serions-nous là ? "

Truquer les élections était considéré comme le moyen immédiat d'écarter la menace représentée par la coalition bi-raciale pour la domination du Parti Démocrate de Louisiane. Les notables démocrates, par ailleurs, déclenchèrent une campagne pour une réforme électorale qui ôterait le droit de vote à des millions d'ouvriers et de paysans paupérisés, blancs comme noirs.

Une indication de la portée de cette limitation au droit de vote - qui demeura pour l'essentiel en place dans le Sud jusqu'en 1960- peut être donnée par le chiffre suivant : en Louisiane, en 1896, il y avait 130.000 électeurs noirs inscrits, en 1904, ils n'étaient plus que 1.300.

La vague populiste dans l'ancienne "Confédération du Sud" constituait une menace directe pour le système de domination et l'existence du Parti Démocrate. La réponse brutale de ce parti lié aux milieux d'affaires laissa toute la région secouée. Le temps, néanmoins, semblait du côté des populistes. Plus durait la réalité d'un " troisième parti ", plus la structure du vote façonné dans le cadre d'un système où dominait un seul parti se défaisait. En d'autres termes, ce qui avait été appelé le " Sud solide " devenait une zone contestée.

Mais les victoires remportées par la fraude et la violence avaient un effet démoralisant sur les populistes du Sud. La suppression de fait du droit de vote pour les Noirs, combinée avec des lois

rendant le vote plus difficile pour les pauvres, conduisirent à un approfondissement de l'aliénation politique ressentie par la population du Sud.

Un “ raz de marée ” électoral

Malgré la corruption et la terreur, le soutien par les camarades populistes au Congrès en 1894 dépassa de 50% le résultat atteint lors de l'élection présidentielle deux ans auparavant. Le total de voix passa de 1.027.329 à 1.523.979.

Le Parti Populiste connut un véritable “ raz de marée ” dans l'Ouest et le Sud. Dans les Assemblées d'Etat, il y avait au Colorado et en Caroline du Nord plus de 40% de représentants populistes, plus de 30% au Kansas et dans l'Alabama, 20% dans l'Idaho, la Géorgie, le Montana, le Nebraska et l'Etat de Washington, les Territoires de l'Oklahoma, du Dakota du Sud, 10% au Texas, en Oregon et dans le Nord Dakota. Le Parti Populiste semblait être au point de consolider, au niveau des institutions, une présence permanente dans de vastes régions du pays.

Mais la montée des votes ne se traduisait pas mécaniquement dans un accroissement proportionnel du nombre d'élus. Si au niveau des Assemblées d'Etat la minorité populiste avait augmentée dans 12 Etats, elle avait décliné dans 9. La délégation du Parti du Peuple à la Chambre des représentants (l'Assemblée fédérale) avait aussi diminué malgré l'augmentation globale des suffrages.

Une fois élus, les populistes cherchèrent à utiliser leur position pour soutenir les défis lancés par les travailleurs contre la domination des grandes compagnies financières et industrielles.

Un exemple est donné par la grève des mines de Cripple Creek, Colorado, en 1894. Des hommes de main, lourdement armés, attaquèrent les piquets de la Western Federation of Mines, qui avait donné l'ordre de grève pour défendre la journée de huit heures. Les grévistes, de leur côté, prirent les armes et construisirent des barricades. Le gouverneur David Waite qui était un populiste, appela la Garde Nationale pour défendre les grévistes menacés d'un assaut imminent. L'initiative de Waite joua un rôle dans la victoire que les mineurs remportèrent dans ce conflit.

Au contraire, le contrôle par le Parti Démocrate du gouvernement fédéral se révéla pleinement négatif pour les travailleurs. Cela se manifesta nettement lors de la grève de la compagnie des wagons-lits Pullman contre les réductions de salaire. La grève se transforma en un conflit de proportion historique lorsque le syndicat des travailleurs du rail (the American Railway Union) appela à un boycott, à l'échelle nationale, de tous les trains comprenant des voitures Pullman. Le président Démocrate Grover Cleveland - ignorant les protestations du gouverneur de l'Illinois, John Peter Atgeld - déploya les troupes fédérales à Chicago pour briser la grève. L'organisateur des mesures destinées à briser la grève, le procureur général Richard Olney, reçut de la compagnie Pullman une récompense financière dépassant son salaire de haut fonctionnaire. En dépit de cela, c'est le président du syndicat des travailleurs du rail, Eugène Debs qui fut inculpé de “ conspiration ”.

Dans tout le pays les organisations populistes dénoncèrent la violence contre les grévistes orchestrée par le gouvernement. Le Parti du Peuple de Géorgie déplora les préjugés de classe qui

guidaient l'action de l'administration démocrate. " Dans chaque question, le Président Cleveland ne considère qu'un seul côté : c'est celui du capital. "

La politique ouvertement anti-ouvrière de l'administration Cleveland discrédita celui-ci parmi les travailleurs et les adhérents de la Farmers Alliance. La " panique de 1893 ", l'une des dépressions les plus longues de l'histoire US, conduisit à un rejet non seulement de Cleveland mais du Parti Démocrate lui-même. Le chômage atteignit des taux records qui ne furent dépassés que lors de la grande crise des années 30. Une vague de faillites sans précédent acheva de plonger la population dans l'incertitude et l'angoisse.

Le résultat fut que lors des élections de 1894, le Parti Républicain obtint une " majorité triomphante ". C'est alors que les stratèges du Parti Démocrate commencèrent à promouvoir un appel démagogique aux dirigeants du parti populiste pour une fusion. Ils voyaient là la seule solution permettant le maintien de leurs positions.

Perdre le Sud ?

L'état-major du Parti Démocrate craignaient que le Sud, base traditionnelle du Parti du Peuple, ne soit emporté par les populistes, brisant la carrière de centaines de notables démocrates.

Partout, à l'Ouest du Mississippi, le Parti Démocrate avait cédé du terrain face aux populistes. La crédibilité du Parti Démocrate comme institution politique viable était en jeu. Analysant la situation, les dirigeants du Parti Démocrate aboutirent à la conclusion que sans une action décidée, le mouvement des travailleurs et des fermiers pour un nouveau réalignement des forces politiques deviendrait réalité.

Conclusion : chute et héritage du populisme.

Au bout de quatre ans d'activité et de propagande, le parti du peuple s'était assuré dans plus de vingt états un soutien électoral variant de 25 à 45% des suffrages. C'est alors que certains dirigeants populistes commencèrent à mettre en avant l'argument selon lequel les réformes ne pourraient être poursuivies sans qu'il y ait plus de " réformateurs " présents dans les institutions législatives. Et, que si l'on était réaliste, la domination républicaine ne pourrait être mise en cause que par une fusion des votes démocrates et populistes.

Les avocats de la fusion proposèrent une plate-forme destinée à mettre en place une coalition victorieuse et ne portant que sur un point: la monnaie. La monétarisation de l'argent (le métal argent étant utilisé comme étalon) . Ce n'était là qu'une des réformes mises en avant par les popu-

listes. La limitation à cette seule revendication avait été populaire dans les Etats miniers de l'Ouest (Colorado, Nevada, Ohio) où des combinaisons multiples avaient eu lieu entre républicains, démocrates et populistes partisans de " l'étalon argent ".

Les forces populistes opposées à une fusion (ils étaient appelés les " Mid-roaders ", ceux qui étaient au milieu de la route) étaient généralement celles qui avaient le plus de liens avec les associations agraires et venaient de régions où le mouvement pour un troisième parti était fort et grandissant.

A leur avis, la question de l'argent ne constituait pas une solution globale aux problèmes confrontant les classes productives du pays. Par elle-même, elle n'offrait pas un système monétaire qui puisse s'adapter à la croissance de la population et à l'expansion industrielle. Ce qui leur paraissait essentiel c'est qu'elle ne répondait pas à la question centrale de l'époque: la concentration des grandes corporations. Pour eux le débat sur la monétarisation, loin de centraliser la résistance, constituait une diversion, détournant l'attention de la véritable source de la misère marquant la vie des travailleurs du 19^e siècle.

Le Parti du Peuple s'était en grande partie constitué pour arracher la démocratie américaine à la corruption permanente inhérente dans la domination sans frein des sommets de la finance et des affaires. Les partisans de la monnaie-argent ignoraient la question posée par la domination des grandes banques, le " money trust ", le plus destructif de tous les monopoles. Par la défense de cette clé de voûte du pillage au compte des intérêts privés, la classe dominante s'assurait " la propriété " du Parti Démocrate comme du Part Républicain.

Les " mid-roaders " s'opposaient donc à la fusion avec le Parti Démocrate. Ils se prononçaient pour continuer la bataille sur tous les aspects du programme du parti et gagner ainsi le soutien d'un plus grand nombre d'ouvriers et de paysans dans tout le pays.

Un mouvement puissant.

A ce moment, de nombreux signes indiquaient que le mouvement pour un troisième parti avait le vent en poupe. La mobilisation dans les campagnes avait acquis un caractère de masse. Un troisième parti émergeait à l'échelle nationale et consolidait ses racines. La base nationale du Parti Démocrate avait été sérieusement minée par l'impact grandissant du populisme - ce qui expliquait l'enthousiasme soudain des membres démocrates du Congrès pour une réforme monétaire.

Parmi les secteurs les plus opposés à une fusion se trouvaient les militants populistes du Sud. Avec indignation, ils rappelaient le bilan du Parti Démocrate: corruption, intimidation, violences à l'encontre des candidats et des partisans du Parti Populiste. Il leur paraissait absurde d'être encouragés par leurs amis du Nord et de l'Ouest à se jeter dans les bras de leurs pires ennemis.

“ Pour l’amour de Dieu ” écrivait un militant du Texas “ ne vous tournez pas vers les Démocrates. Ici, nos camarades tiennent bon. Ils sont optimistes et enthousiastes. Ne trahissez pas leur confiance. Ne cherchez pas à nous contraindre à retourner au Parti Démocrate ”.

En 1896, le Parti du Peuple apparaissait proche d’une percée dans plusieurs Etats du Sud. Une véritable panique s’était, par exemple, emparé du Parti Démocrate en Alabama à la suite des élections de 1894. Seulement trois des neufs membres démocrates du Congrès de cet Etat avaient pu sauver leur siège, face au déferlement du vote populiste. Si finalement deux des perdants retrouvèrent leur siège par le jeu du trucage, il demeure que la corruption et la fraude ne purent rien pour les quatre autres.

Les démocrates de l’Alabama, en désespoir de cause, se présentèrent alors comme des partisans de la réforme monétaire. Sans une fusion avec les populistes, ils étaient menacés de disparition. Le “ parti de nos pères ” avait perdu la confiance des fermiers qui rejetaient de plus en plus la conception selon laquelle ils devaient accepter la misère au nom du maintien de la “ suprématie blanche ”.

La pression s’exerce à l’Ouest.

Dans les Etats de l’Ouest, les populistes étaient soumis à une intense pression en faveur de l’unification. Nombre d’élus affiliés au Parti du Peuple devaient leur siège à un vote commun Populiste et Démocrate.

Lorsqu’en 1896, les démocrates désignèrent comme candidat présidentiel William Jennings Bryan - qui se prononçait pour le recours à l’étalon-argent - la pression s’accrut. Les populistes ne devaient-ils pas soutenir le candidat de l’un des deux grands partis qui reprenait leur objectif d’une réforme monétaire? Sinon ne couraient-ils pas le risque d’assurer l’élection du candidat républicain William Mc Kinley, partisan du “ statu quo ” dans le domaine monétaire.

Les partisans de l’unification assurèrent que mettre en lice un candidat populiste signifiait aller à l’échec et diviser le vote “ réformateur ”. Ajoutons que cette idéologie du “ moindre mal ” était renforcée par de généreuses donations en provenance des propriétaires des mines d’argent.

Cette orientation menaçait l’existence même du Parti Populiste. Ceux qui voulaient préserver l’indépendance du Parti démontraient que le soutien à la candidature Bryan aboutirait à une catastrophe de grandes proportions, détruirait le mouvement de protestation agraire et mettrait fin au défi lancé au système de domination des partis représentant les puissances financières et industrielles du pays.

Comme bien d’autres mouvements surgis de la population, le mouvement populiste vit d’abord certains points de son programme cyniquement repris à son compte par la démagogie du Parti Démocrate avant d’être pratiquement absorbé par celui-ci.

L'effondrement du populisme eut un profond impact sur la vie politique américaine. Lorsque le Parti Populiste n'offrit plus - ce qui était le cas en 1896 - que le candidat du Parti Démocrate et une réforme monétaire, il s'enfonça dans une impasse. La question du " capital concentré " - celle qui suscita la montée du populisme - n'était effectivement plus posée.

Victoire à retardement ?

On a suggéré que le " Federal Reserve Act " de 1913 avait signifié une victoire tardive du Parti Populiste et constituait une preuve de la marche constante du progrès aux Etats-Unis. Rien n'est plus éloigné de la réalité. Bien loin de représenter une mesure de contrôle démocratique sur la structure financière du pays, l'Act exprima la victoire des partisans de " l'argent solide " des années 90.

Le résultat de cet Act tant vanté comme annonçant la prétendue " ère de progrès " fut de centraliser et de rationaliser le système monétaire et fiscal du pays au compte des intérêts du capital financier. La manière même dont fonctionnait la " Fed " (la Federal Reserve Bank) interdisait toute critique publique. Le contrôle revenait à une agence gouvernementale tandis que les acteurs-clé, les grandes banques commerciales, devenaient largement anonymes.

Ce qui est encore plus important c'est que la chute du Parti Populiste provoqua un sentiment croissant de désespoir quant à la possibilité de radicalement démocratiser la société américaine même si l'on pouvait espérer l'améliorer dans des limites étroites.

Avec la disparition du Parti Populiste, cela devint une idée reçue que seule une certaine catégorie de la population avait le droit de gouverner, tandis qu'il était légitime de maintenir les autres à leur place par l'intimidation, voire de leur retirer leurs droits (comme le droit de vote) . Les ouvriers d'usine dans le coeur industriel du pays étaient soumis, de manière permanente, à une coercition politique de la part du patronat. Les Noirs du Sud se virent, dans les faits, dénier le droit de vote pendant la plus grande partie du XX^e siècle. Le Parti Démocrate aussi bien que le Parti Républicain considéraient de telles actions comme indispensables au maintien d'un système politique édifié pour défendre les intérêts des grands propriétaires.

Le paysage politique qui fut ainsi dégagé était celui qui correspondait aux intérêts du grand capital, les possibilités démocratiques y étant grandement réduites. La politique américaine se réduisait aux questions et aux valeurs qui ne mettaient pas en cause l'Etat des grands trusts. La plupart des gens n'osaient s'aventurer au delà de ces limites. Ce qui ne signifiait pas qu'ils se réjouissaient de cet état de chose. Au contraire, le résultat a été une anxiété croissante et un mépris profond - même si parfois il ne s'exprimait pas - à l'égard de " la politique " et des " politiciens ".

L'héritage du Parti Populiste.

En dépit de ces conséquences négatives, l'héritage que le Parti du Peuple a lègué au mouvement ouvrier moderne et au combat pour une action politique indépendante n'est pas négligeable. Le Parti du Peuple démontra comment les ouvriers et les paysans - tenus pour une force marginale - étaient capables d'organiser un combat de grande ampleur en constituant un parti indépendant, fondé sur la défense de leurs intérêts.

Sans doute, l'échec du Parti du Peuple à établir une présence permanente dans le système politique américain trouve avant tout son explication dans le moment où surgit ce mouvement de protestation agraire. Cet effort historique se produisit avant que le mouvement ouvrier américain soit en état d'être l'organisateur d'un tel mouvement. Il est vrai que les années 1890 furent marquées par un véritable soulèvement sur le front industriel : des millions de travailleurs se mobilisèrent dans des grèves. Mais la classe dirigeante fut capable, pour l'essentiel, d'user de moyens suffisants pour briser les grèves et détruire les organisations syndicales qui les menaient.

Dans les années 30 du XX^e siècle, lorsque déferla la vague de grèves avec occupation, les fermiers n'étaient plus prêts à faire leur une politique de rébellion contre l'ordre établi. C'est là sans doute une des ironies majeures de l'histoire du mouvement social aux Etats-Unis.

Dans les deux premières décennies du XX^e siècle, la position " non politique " pure et simple identifiée avec l'AFL continua de dominer le mouvement ouvrier. " Recompenser les amis des travailleurs " par un vote, " punir leurs ennemis " signifiait assurer le soutien du mouvement ouvrier à l'un ou l'autre des grands partis dépendants des "milieux d'affaires"..

Mais à la fin de la première guerre mondiale, face à l'offensive des partis et dans les conditions d'une crise aiguë, de nouveaux dirigeants surgis des rangs, se tourneraient à nouveau vers l'action politique indépendante. Cela conduirait à la formation d'un nouveau parti. Bien que ce parti se soit appelé le " Farmer Labor Party " (Parti des Paysans et des Ouvriers), à l'inverse du " Parti du Peuple " c'était avant tout un parti formé par des ouvriers.

STAN PHIPPS

[\(retour sommaire\)](#)

[\(article suivant\)](#)

Lettres d'Engels

Introduction

Il a paru utile à la rédaction des “ Cahiers du CERMTRI ” de publier dans ce numéro quelques lettres de F. Engels consacrées au mouvement ouvrier des Etats-Unis.

Ces lettres sont extraites du tome second (1884-1895) de la “ Correspondance F. Engels, K. Marx et divers publiée par F.A. Sorge ”, dans la traduction de Bracke (éditions Alfred Costes)

Ces lettres, au delà même de leur vif intérêt quant à l'analyse du développement de la lutte des classes aux Etats-Unis, sont aussi riches d'enseignements toujours actuels pour tous ceux pour qui “ l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ”.

Lettre du 28 12 1886 de F Engel à Mrs Wischnewetzky ([voir](#))

Lettre du 27 01 1887 de F Engel à Mrs Wischnewetzky ([voir](#))

Lettre du 18 03 1893 de F Engel à Sorge ([voir](#))

Lettre du 02 12 1893 de F Engel à Sorge ([voir](#))

Fr. Engels à Mrs. Wichnewetzky.

Londres, 28 décembre 1886

Chère Mrs. Wichnewetzky,

Votre lettre du 13 novembre ne m'a jamais touché, ce dont je suis très fâché; il me fût allé beaucoup mieux d'écrire une préface *alors*, et de plus, cela m'eût laissé plus de temps.

Bien entendu, l'Appendice est maintenant un peu arriéré, et c'est parce que je m'attendais à quelque chose de ce genre, que je proposais de l'écrire quand le livre serait au bout de l'impression. Maintenant, on désirera beaucoup une préface, et je vous en écrirai une; mais auparavant, je dois attendre le retour des Aveling pour avoir un rapport complet sur l'état de choses en Amérique; il me semble d'ailleurs que ma préface ne sera pas exactement ce que vous désirez.

Premièrement, vous me semblez traiter New-York un peu comme le Paris de l'Amérique, et vous exagérez l'importance pour le pays en général du mouvement local new-yorkais avec ses traits locaux. Sans doute, il a une grande importance, mais le Nord-Ouest, avec son arrière-plan de population fermière nombreuse et son mouvement indépendant, admettra difficilement la théorie de George les yeux fermés.

Deuxièmement la préface de ce livre n'est guère le lieu voulu pour une critique approfondie de cette théorie et ne fournira pas même l'espace nécessaire pour cela.

Troisièmement, j'aurais à étudier à fond divers écrits et discours d'Henry George (dont là plupart ne sont pas en ma possession) de façon à rendre impossible toutes les réponses fondées sur des subterfuges et des échappatoires.

Ma préface tournera entièrement, bien entendu sur le pas immense fait par l'ouvrier américain dans ces six mois derniers, et naturellement touchera donc Henry George et son projet agraire. Mais elle ne saurait prétendre en traiter au long : et je ne pense pas que le temps en soit venu. Il est beaucoup plus important que le mouvement s'étende, progresse régulièrement, prenne racine et embrasse autant que possible le prolétariat américain tout entier, que de le voir partir et progresser dès le début sur un tracé d'une correction théoriquement parfaite. Il n'y a pas de meilleur chemin pour conduire à une clarté théorique de compréhension que de s'instruire par ses propres erreurs, *durch Schaden klug werden* (1). Et pour une grande classe entière, pas d'autre chemin, spécialement chez une nation aussi éminemment pratique et aussi dédaigneuse de théorie que les Américains. L'important est d'amener la classe ouvrière à se mettre en mouvement. *comme classe* cela une fois obtenu, les gens trouveront bien vite la bonne direction, et ce qui résistera, H. G. ou Powderly, sera tranquillement mis de côté avec leurs petites sectes. C'est pourquoi je vois

aussi dans les K. of L. un facteur très important dans le mouvement qui ne devrait pas être vilipendé du dehors, mais révolutionné du dedans. et je considère que beaucoup des Allemands ont commis une grave bévue quand ils ont essayé, en face d'un puissant et glorieux mouvement qu'ils n'avaient pas créé, de faire, de leur théorie importée et qui n'était pas toujours comprise, une sorte de dogme, hors duquel il n'est point de salut, en se tenant à l'écart de tout mouvement qui n'acceptait pas ce dogme. Notre théorie n'est pas un dogme, c'est l'exposé d'un processus d'évolution, et ce processus comporte des phases successives. Attendre que les Américains prennent le départ avec la pleine conscience de la théorie formée dans des pays industriels plus anciens, c'est attendre l'impossible. Ce que les Allemands auraient dû faire, c'est d'agir d'après leur propre théorie - s'ils la comprennent comme nous faisons en 1845 et 1848 - de marcher pour tout mouvement général de classe ouvrière réel, d'en accepter le point de départ de fait comme tel et de l'amener graduellement au niveau théorique en faisant ressortir comment chaque faute faite, chaque défaite subie, était une conséquence nécessaire d'erreurs d'ordre théorique dans le programme originel. Ils auraient dû, comme dit le *Manifeste Communiste*, « représenter dans le présent du mouvement l'avenir du mouvement ». Mais avant tout donnez au mouvement le temps de se consolider, ne faites pas de la confusion inévitable du départ premier une confusion pire en forçant les gens à ingurgiter des choses qu'ils ne peuvent vraiment pas avaler présentement, mais qu'ils apprendront bientôt. Un million ou deux de voix d'ouvriers en novembre prochain pour un parti d'ouvriers *bona fide* (2) ont infiniment plus de valeur à présent que cent mille voix pour une plate-forme doctrinalement parfaite. La première tentative sérieuse - à faire bientôt si le mouvement progresse - pour établir solidement les masses mouvantes sur une base nationale les mettra tous face à face, Georgistes, K. of L., trade-unionistes, etc., et si nos amis allemands ont d'ici-là assez appris la langue du pays pour se risquer à une discussion, ce sera alors le moment pour eux de critiquer les vues des autres, et ainsi, en mettant en saillie les inconsistances des divers points de vue, de les amener graduellement à comprendre leur position actuelle, la position qui leur est faite par les rapports existants entre capital et travail salarié. Mais je considérerais comme une grande faute tout ce qui pourrait retarder ou empêcher cette consolidation nationale du parti des ouvriers - sur n'importe quelle plate-forme, - et par conséquent je ne pense pas que le moment soit arrivé de s'expliquer pleinement et à fond à l'égard soit de H. G., soit des K of L.

.....

Votre très dévoué,
F. ENGELS.

(1) En allemand: " devenir sage a ses depens " (Tr.).

(2) En latin: " de bonne foi " (Tr.).

Fr. Engels à Mrs. Wichnewetzky.

Londres, 27 janvier 1887.

Chère Mrs. Wichnewetzky,

Le mouvement d'Amérique, en ce moment précis, se voit, je crois, le mieux d'au delà l'Océan. Sur place, des querelles personnelles et des disputes locales obscurcissent forcément beaucoup de sa grandeur. Et la seule chose qui pourrait réellement retarder sa marche serait que ces différends fussent concrétisés en sectes définies. Dans une certaine mesure cela est inévitable, mais moins il y en a, mieux cela vaut. Et les Allemands doivent surtout être en garde contre. Notre théorie est une théorie d'évolution, non un dogme à apprendre par cœur et répéter mécaniquement. Moins elle sera inculquée du dehors aux Américains et plus ils en feront l'épreuve par leur propre expérience - avec l'aide des Allemands - plus profondément elle leur passera dans la chair et le sang. Lorsque nous sommes rentrés en Allemagne au printemps de 1848, nous avons rejoint le parti démocrate comme le seul moyen de gagner l'oreille de la classe ouvrière; nous étions l'aile la plus avancée, mais toujours une aile de ce parti. Lorsque Marx a fondé l'Internationale, il en a rédigé les règlements de sorte que tous les socialistes de cette période se rattachant à la classe ouvrière puissent y adhérer - Proudhoniens, disciples de Pierre Leroux, et même la portion la plus avancée des trade-unions anglaises; et c'est seulement grâce à cette largeur que l'Internationale devint ce qu'elle était, le moyen de dissoudre graduellement et d'absorber toutes ces sectes mineures, à l'exception des anarchistes, dont l'apparition soudaine en quelques pays fut uniquement la suite de la violente réaction bourgeoise après la Commune et que nous pouvions en conséquence tranquillement laisser mourir d'eux-mêmes comme il est arrivé. Si nous avions de 1864 à 1873 tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui adoptaient ouvertement notre programme - où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que toute notre action a montré qu'il est possible de marcher côte à côte avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses étapes sans abandonner ou cacher notre propre position, et même organisation, distincte, et je crains que si les Allemands d'Amérique choisissent une voie différente, ils ne commettent une grande erreur.

Très fidèlement à vous,

F. ENGELS.

Fr Engels à Sorge.

Londres, 18 mars 1893.

Je ne vois pas quelle violation du principe socialiste il y a nécessairement à ce que, pour n'importe quelle fonction à faire remplir pour une élection, on présente des candidats ou à voter pour ces candidats, quand même on travaillerait à supprimer cette fonction elle-même.

On peut être d'avis que le meilleur moyen de supprimer la fonction présidentielle ou le Sénat en Amérique consiste à élire à ces fonctions des hommes qui se soient engagés à réaliser cette suppression et agiront, élus, en conséquence. D'autres peuvent croire que ce n'est pas approprié au but ; là-dessus on peut discuter. Il peut y avoir des circonstances où ce moyen d'action inclurait même une violation du principe révolutionnaire; pourquoi serait-ce le cas toujours et partout ? Je n'arrive pas à le voir.

Le but prochain du mouvement ouvrier est, après tout, la conquête du pouvoir politique pour et par la classe ouvrière. Si nous sommes unanimes à ce sujet, discuter les opinions sur les moyens et méthodes de combat à appliquer ne peut guère, entre gens loyaux ayant leurs cinq sens en place, mener encore à des différences de principe. A mon avis, en chaque pays la meilleure tactique est celle qui mène le plus vite et le plus sûrement au but. Mais de ce but, on est justement encore très loin en Amérique et je ne crois pas me tromper si c'est précisément par cette circonstance que je m'explique l'importance qu'on attache là-bas à de pareilles controverses académiques.

F. ENGELS.

[\(Retour sommaire\)](#)

[\(lettre suivante\)](#)

Fr. Engels à Sorge

Londres, 2 décembre 1893.

.....

L'abrogation de la loi sur l'achat d'argent a préservé l'Amérique d'une grave crise monétaire et favorisera l'essor industriel. Mais je ne sais s'il n'eût pas été meilleur que ce krach-là se produisît en effet. La formule: *cheap money* (1) semble bien solidement ancrée aux moelles de vos paysans de l'Ouest. Premièrement, ils s'imaginent que s'il existe dans le pays beaucoup de moyens de circulation, le taux de l'intérêt doit baisser, en quoi d'ailleurs ils confondent les moyens de circulation avec le capital-argent disponible, point sur lequel vont venir au jour des choses des plus instructives dans le troisième volume (2). Deuxièmement, cela va à tous les débiteurs de faire d'abord des dettes en bonne monnaie, et de les rendre plus tard en monnaie dépréciée. C'est pourquoi les hobereaux prussiens endettés réclament aussi la double frappe monétaire, qui leur apporterait une abolition de dettes à la Solon déguisée. Bref, si l'on avait pu aux Etats-Unis garder la réforme bimétallique en attendant que les conséquences de cette imbécilité eussent eu leur répercussion sur les paysans aussi, cela aurait tout de même ouvert le cerveau de plus d'un.

La *tariff reform*, si lentement qu'on y travaille, semble avoir déjà malgré tout causé en Nouvelle-Angleterre une sorte de panique parmi les fabricants. J'entends parler - *privatim* et par les gazettes - de nombreux débauchages d'ouvriers. Mais cela se calmera dès qu'on en aura terminé avec la loi et par là même avec l'incertitude. Je suis convaincu que l'Amérique peut hardiment affronter dans toutes les grandes branches d'industrie la concurrence avec l'Angleterre.

Les socialistes allemands en Amérique ont un grand inconvénient. Les gens qui nous viennent d'Allemagne ne sont pas, la plupart du temps, les meilleurs - ceux-là restent par ici - et en tout cas, ce ne sont pas un *fair sample* (3) du Parti allemand. Et c'est comme partout: tout nouvel arrivant se sent appelé à bouleverser et refaire à neuf tout ce qu'il trouve fait avant lui, pour que date de lui une nouvelle époque. En outre, la majorité de ces blancs-becs reste là plantée à New-York longtemps ou toute sa vie, constamment renforcé par un nouvel arrivage et soustrait à la nécessité d'apprendre la langue du pays ou de faire comme il faut connaissance avec les conditions américaines. Tout cela cause sûrement beaucoup de tort ; mais d'autre part, on ne peut pas nier non plus que les conditions américaines comportent des difficultés très grandes et très particulières pour le développement continu d'un parti ouvrier.

Premièrement, c'est la Constitution, fondée comme en Angleterre, sur un *party government* (4), qui fait apparaître *perdu* tout suffrage tombant sur un candidat qui n'est pas présenté par un des deux partis de gouvernement. Et l'Américain, comme l'Anglais, veut agir sur son Etat, ne pas jeter sa voix à l'eau.

Puis et surtout l'immigration, qui divise les ouvriers en deux groupes, les natifs et les étrangers, et ces derniers à leur tour en 1^o Irlandais; 2^o Allemands; 3^o les nombreux petits groupes qui d'ailleurs ne se comprennent pas entre eux, Tchèques, Polonais, Italiens, Scandinaves, etc. Et par dessus le marché, les nègres. Pour former de tout cela un parti *un*, il faut des impulsions tout particulièrement puissantes. Souvent, tout à coup, un grand *élan* (5) mais les bourgeois n'ont qu'à rester là passifs, et les éléments disparates de la classe ouvrière retombent désunis.

Troisièmement enfin, nécessairement le système douanier protectionniste et le marché intérieur sans cesse augmentant ont mis les ouvriers dans une atmosphère de prospérité dont ici en Europe (excepté la Russie, où d'ailleurs ce n'est pas l'ouvrier, mais seulement le bourgeois qui en profite) nous n'avons plus vu trace depuis des années.

Ton
F. E.

- (1) En anglais: « monnaie à bon marché » (Tr).
- (2) Le livre III du Capital (Tr.).
- (3) En anglais: « un bon échantillon » (Tr.).
- (4) « Gouvernement de parti » (homogène).
- (5) En français dans le texte (Tr.).

[\(retour sommaire\)](#)

[\(article suivante\)](#)

Correspondance

Introduction

Nous avons reçu de notre ami Fred Zeller, membre du conseil d'administration du CERMTRI la lettre suivante et l'article qu'il écrivit à l'occasion du décès de Boris Souvarine, paru dans la revue *Humanisme* de mai 1985, dont chacun comprendra l'intérêt.

Mon cher camarade,

En classant mes archives, je retrouve cet article sur le Vieux et Boris Souvarine qui est susceptible de vous intéresser.

Fraternellement

Adieu Boris Souvarine

Novembre 1936. Je suis au Wexsaa, en Norvège, chez Léon Trotsky, depuis le mois d'octobre, dans un chalet appartenant au député socialiste norvégien Konrad Knudsen : celui-ci en avait loué une partie au grand révolutionnaire expulsé de France en 1934 par un vague ministère radical après une virulente campagne de *l'Humanité*, du PC et de *L'Action française* de Charles Maurras. Autour de nous, à perte de vue, la neige et par-ci par-là, de jolis petits fjords qui étincelaient sous le soleil.

Nous sommes au travail comme chaque jour dans le grand bureau où sont rangés le long des murs très méticuleusement les archives, les livres et où se trouve aussi dans un coin le divan où je passe mes nuits.

Le « vieux » répond au courrier reçu la veille et me dicte les lettres qui partiront dans l'après-midi, portées au village de Hoenefoss par sa compagne Nathalia.

A onze heures, comme chaque jour, le vieux s'appête à faire sa « cure de silence et de réflexion » sur la terrasse malgré un froid très vif, emmitoufflé comme un Esquimau.

Un facteur – du reste socialiste – apporte à

pied le courrier et, ce jour-là, en plus des journaux, revues et lettres venant du monde entier, il y a un gros livre que Trotsky va ouvrir aussitôt avec curiosité.

C'est le *Staline* de Boris Souvarine qui vient de sortir – enfin – aux Editions Plon, après avoir été refusé un peu partout, y compris d'ailleurs chez Gallimard, sous la pression conjuguée de quelques créatures staliniennes, infiltrées comme d'habitude ici ou là, et à l'instigation d'André Malraux qui s'excusa ainsi auprès de Souvarine : « *Je pense que vous avez raison, vous et vos amis, mais je ne serai avec vous que quand vous serez les plus forts.* » Il faut croire qu'en 1936 « ils » n'étaient toujours pas – hélas – les plus forts quand éclatèrent comme une bombe les scandaleux « procès de Moscou », au cours desquels furent assassinés par Staline les compagnons de Lénine, fondateurs de la Russie nouvelle, ainsi que les cadres du Parti, de l'Armée rouge et de l'Etat ; procès que couvrit Malraux en justifiant Staline !

Le vieux va feuilleter l'ouvrage très rapidement, se contentant pour le moment de lire quelques pages en diagonale, haussant les épaules, parfois agacé. Puis il émit

quelques réflexions agrémentées d'un rire sarcastique. Enfin il me dit : « *Camarade Zeller, je n'ai pas le temps en ce moment de lire ce gros ouvrage dans lequel Souvarine fait une révision du marxisme et du bolchevisme et critique violemment mes amis et moi. Essayez donc chaque soir avant de vous endormir de le parcourir et dites-moi chaque matin ce que vous avez relevé d'essentiel.* »

Un des plus grands livres français du XX^e siècle

Et c'est ainsi que, tous les jours, je lui fis un résumé le plus objectif possible du *Staline* de Souvarine, ce « chef-d'œuvre d'intelligence politique et de lucidité historique » qu'Emmanuel Leroy-Ladurie salua au moment de sa réédition – sans que l'auteur ait eu à retrancher une ligne en 1977 aux Editions Champ Libre, comme « un des plus grands livres français du XX^e siècle ».

On ne peut rien comprendre en effet aux stupéfiants zigzags et méandres de la politique communiste, aux discours de Thorez hier ou de Marchais aujourd'hui, sans se référer au gros livre de Souvarine. Tout y est expliqué.

Le « vieux » n'avait pas du tout apprécié en particulier ce que l'auteur reprochait à l'opposition communiste de gauche : sa tactique et sa stratégie après la mort de Lénine ; les compromis successifs et les revirements avec la « Troïka » de Staline, Zinoviev, Kamenev. Mais Souvarine reprochait surtout au « vieux » sa fidélité – que rien ne justifiait plus – envers le Parti russe, les Soviets et l'État qui, à ses yeux, n'étaient plus ni un parti communiste ni un État ouvrier, mais un parti corrompu et dégénéré, un État totalitaire entre les mains d'un tyran sanglant et fou.

Comme je lui signalais les « erreurs graves » énumérées par Souvarine, le « vieux » polémique : *Des erreurs, des erreurs, mais nous n'avons pas cessé d'en faire ! Lénine lui-même ne le niait pas ; le soir de la prise du pouvoir devant le congrès panrusse des Soviets, il disait : « Le pouvoir est à nous, bien que nous ayons fait dans cette dernière période des milliers d'erreurs, et je suis bien placé pour le savoir. »* Il s'ensuivit un cours magistral

sur la Révolution française, les « erreurs » des uns et des autres, jusqu'à la chute de Robespierre qui avait épuisé, ainsi que ses amis, « toutes ses réserves physiques et morales ».

Il y eut un long silence. Le « vieux », selon son habitude, arpentait la pièce de long en large, la main caressant son bouc légendaire, puis il me dit : « *Souvarine a un très mauvais caractère, mais il n'est pas le seul !*... « *Je voudrais qu'à votre retour à Paris vous alliez voir de ma part Souvarine, bien que nos amis ne l'aient pas épargné. Il entreprend une révision du marxisme et du bolchevisme et il critique tout le monde. Peut-être y aurait-il intérêt à renouer avec lui, reprendre notre correspondance, discuter ses arguments, ne serait-ce que pour l'empêcher d'aller trop loin dans la poïémique. Il faut voir si ses arguments sont sérieux. On ne doit rien négliger en principe, surtout maintenant. Je sais qu'il a un très mauvais caractère et qu'il est entier dans ses jugements mais... il n'est pas le seul !* ».

Pourquoi faut-il qu'à mon retour à Paris fin novembre, j'aie négligé cette recommandation de Trotsky ?... Absorbé à la fois par la lutte impitoyable de tendances à l'intérieur du mouvement trotskyste et par la création des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires (les JSR), je n'ai pas rempli ma mission. Je l'ai regretté amèrement depuis, avec le sentiment que ces deux grands cerveaux marxistes auraient pu sans doute se réconcilier, ce qui nous aurait permis de gagner du temps pour clarifier une bonne fois les choses..

Le fondateur du PCF...

Mais je dois ajouter aussi que si Souvarine soutint Trotsky et « l'opposition de gauche » dès avant la mort de Lénine, il s'en sépara petit à petit sur « la question russe », puis définitivement, avec une violente polémique telle – qui devint d'ailleurs réciproque – et fit que Trotsky alla même jusqu'à traiter Souvarine de « chien crevé s'en allant au fil de l'eau », ce qui n'était pas fait pour arranger les choses !

Cependant, disons que Souvarine avait, un peu avant de mourir, pris connaissance du dernier article que le « vieux » avait intitulé *Guépéou et Komintern* et qui fut

trouvé accidentellement par l'historien Pierre Broué et qui le ravit – enfin ! Trotsky, en effet, admettait, en 1940, que l'URSS n'était plus qu'un État soumis à une dictature totalitaire féroce, chapeauté par une police politique secrète beaucoup plus impitoyable que sous les tsars. Et les partis qui soutenaient cette société n'étaient plus depuis longtemps ni communistes ni même des « partis », mais des « agences » de la bureaucratie impérialiste russe.

Les années passèrent très vite : la répression, la guerre, la résistance. Souvarine était parti aux États-Unis et ne devait en revenir qu'en 1947, à peu près complètement oublié, sauf d'un minuscule cercle de fidèles.

Mais un jour de 1976, j'eus la surprise de recevoir une lettre signée de Boris Souvarine. Il m'écrivait : « Je viens de lire votre livre de souvenirs *Trois points c'est tout* édité chez Robert Laffont (1) et j'apprends avec surprise que « le vieux » vous avait chargé d'une commission pour moi en 1935 et que vous avez négligé de la faire. Puis-je me permettre de vous demander de bien vouloir me rendre visite – j'ai 80 ans – afin que vous me disiez ce que le vieux attendait de moi, voici quarante et un ans !!! ».

Et c'est ainsi que je me suis trouvé un après-midi devant un frêle petite bonhomme surmonté d'une grosse tête chauve avec de grosses lunettes. Ses petits yeux gris étaient aussi perçants, tristes ou interrogatifs que ceux de Trotsky qui m'avaient jadis impressionné. Il faisait de tout petits pas, les pieds dans de vieux chaussons usés jusqu'à la corde.

Un grand bureau encombré de livres, de dossiers, de feuillets épars, de revues accumulées, chez lui aussi. Au mur, de grands casiers remplis de livres de haut en bas ; des archives bien rangées avec des dates et des références. Une grande baie vitrée éclairait cette pièce étrange. Souvarine n'avait pas encore emménagé, en 1978, dans un autre petit logement pour vieillards de la rue Thiboumery. Plus tard il m'écrivit : « Le sort veut que je finisse ici mes jours dans ce trou affreux et triste où la nourriture est détestable ». Ce qui n'était pas tout à fait exact. A partir de ce moment, je n'ai jamais cessé de lui rendre régulièrement visite et de m'occuper de

lui, de son sort personnel, de ses yeux qui ne voyaient plus guère, de ses livres qu'il voulait vendre petit à petit pour ne pas laisser sa femme dans l'embarras au dernier moment. « Je ne sors plus. La tête fonctionne mais les membres flanchent », m'écrivait-il.

Que d'heures exceptionnelles et enrichissantes passées devant ce petit homme au savoir illimité, immobilisé dans un vieux fauteuil, ce militant révolutionnaire qui fut le fondateur du Parti communiste français en 1920, le collaborateur de Lénine et de Trotsky au comité exécutif de l'Internationale communiste jusqu'en 1924, date de son exclusion pour indiscipline !

Dès la mort de Lénine, les choses semblaient déjà tranchées en effet.

Petit à petit Staline avait casé un peu partout ses créatures et les tenait bien en main par une pression vigilante, la corruption, et un peu plus tard la terreur. Il déportait les contestataires en Sibérie ou les faisait disparaître, assassinés dans quelque goulag.

« du Parti complice... »

Des camarades qui mettaient en doute certaines affirmations de dirigeants staliens sur la création du PC français, ainsi que Robert Verdier, ancien député socialiste de Paris désireux d'écrire un livre sur cette époque, me demandent d'intervenir auprès de Souvarine pour que ce dernier les reçoive et précise certains points restés obscurs.

Souvarine m'écrivit alors le 21 novembre 1980 : « J'ai 85 ans, je suis une ruine physique, plus qu'à moitié aveugle, j'écris dans un brouillard et cela me coûte un effort épuisant. Et vous désiriez quoi ? Que je récrive les articles écrits pendant des dizaines d'années ? »

... « Que l'on m'accorde une page entière du *Monde*, du *Figaro* et le temps de les remplir et vous verrez ce que vous verrez... mais vous savez bien ce qu'est la presse d'aujourd'hui : mensonge, vulgarité, bêtise.

Dans *Le Monde* daté du 21 novembre il y a une immense tartine sur le Congrès de Tours. Où peut-on réfuter cet article plein de sottises que l'on répète depuis soixante ans ? » Il en fut de même à la

suite d'une émission de télévision qu'il jugea « scandaleuse », et qu'il dénonça vigoureusement auprès de la direction. Il accrocha au passage un « scénariste méprisable déguisé en dissident et profitant de l'ignorance des gens de la télé. Ce stalinien est membre du Parti complice de tous les crimes de Staline, solidaire du Guépéou qui applaudit encore de nos jours aux horreurs du Cambodge et de l'Afghanistan. C'est tout dire ».

Vous n'allez pas m'obliger à refaire tout le boulot !...

Curieux homme, ce Souvarine, qui se plaignit des centaines de fois « d'être abandonné de tous » et qui refusa systématiquement de recevoir des gens tout disposés à lui rendre service ! Il me dit :

– « Non ! Je ne veux voir personne ! »

– « Mais enfin, vous devez donner à ceux qui les demandent les précisions historiques que vous avez !... »

Je n'obtins, comme d'habitude, qu'un extraordinaire monologue sur la situation, à la veille du Congrès de Tours, sur la prison de la Santé où il séjournait alors, rédigeant seul dans sa cellule la motion d'adhésion du Parti socialiste à l'Internationale communiste.

Avant de le quitter, j'insistais encore pour qu'il se laisse enregistrer sur magnétophone, mais il refusa toujours systématiquement, préférant écrire et imprimer ses vérités à ses frais, quelquefois pour un petit cercle d'une centaine de personnes. Sa belle écriture ne tremblait pas, malgré son grand âge. Il m'écrivait : « C'est quand même un peu fort de m'obliger ainsi à refaire à nouveau tout le boulot ! (sic) Je n'en peux plus ! ». Tout de même il refit, pour *L'Express*, et dans *Commentaire* n° 10, été 1980, l'historique du Congrès de Tours. Jamais je n'ai entendu Souvarine attaquer ou renier Lénine ou Marx.

Jamais ! Au contraire, il vitupérait et méprisait féroce­ment tous ces « intellectuels » et politiciens opportunistes, y compris ceux de gauche qui, de nos jours, affirment péremptoirement que le stalinisme se trouvait déjà dans Marx et dans Lénine :

« Marx et Engels ont passé leur temps à repenser les choses, à corriger leurs interprétations des événements. Voyez pour la Commune par exemple, ou la paupérisation, leur travail de révision... Quant à Lénine c'était d'abord un rêveur, un utopiste, un grand idéaliste qui a brillamment réussi grâce à l'aide de Trotsky un putsch militaire, mais il n'avait rien d'un dictateur assoiffé de sang comme le fut Staline. »

« Au contraire, combien de fois à l'exécutif de l'Internationale l'ai-je vu, après d'âpres discussions, être mis en minorité... Il ne s'en offusquait pas du reste, cherchant à gagner du temps puis, patiemment, refaire le terrain perdu. »

Et aux socialistes français – de droite comme de gauche – qui lui reprochaient de ne représenter qu'une petite minorité et vouloir gouverner un immense pays arriéré, Lénine répliquait : « Si 130 000 gros propriétaires fonciers ont pu gouverner la Russie si longtemps, 240 000 bolcheviks pourront l'administrer dans l'intérêt des pauvres. »

N'oublions pas non plus qu'après l'effondrement des socialistes russes, toutes les élections le prouvent, Lénine et les bolcheviks, alliés aux socialistes révolutionnaires, avaient la majorité dans les soviets, dans l'armée et dans le pays...

« Tout s'est enrayé... »

Pourvu que le Parti soit au moment suprême à la hauteur de l'action, la révolution franchirait l'étape ultime. « Contre-révolution ou jacobinisme », Lénine définissait ainsi l'alternative. « La conquête du pouvoir est dans la perspective immédiate. Pour quel but ? Afin de réaliser une république entièrement démocratique. »

La démocratie intégrale, telle est la pièce essentielle du programme ».

« Je n'ose imaginer, ajouta Souvarine, quels furent son chagrin et sa déception quand il reprit quelque conscience après sa première attaque d'hémiplégie et qu'il vit les premiers ravages du stalinisme. »

Du reste, faisant dans notre revue *Humanisme*, en 1977, une remarquable étude du livre de Souvarine qui venait d'être réé-

dité, notre ami Paul Parisot écrivait : « Entre Staline et le marxisme, rien de commun. Les rapports entre Marx et le goulag sont imaginaires. Les analogies sont plutôt à rechercher hors de ce qui constitue nos sociétés et institue notre pensée sociale. Caligula, Néron, Mithridate, Hérode, le despotisme oriental... Très tôt dans l'histoire de l'URSS.

L'exposé de Souvarine communique la conviction que tout s'est enrayé irrémédiablement. Toutes les tentatives pour faire vivre la démocratie au moins dans le Parti ont échoué. Si sincères qu'aient été les efforts de Lénine, ou ceux, par exemple, de la première opposition qui allait jusqu'à se distinguer (et dans les conditions de ce combat se déconsidérer) « par un formalisme d'allure parlementaire » (pp. 241-2).

« Lénine n'est pas Staline »

Mais il n'y a rien de commun entre l'URSS d'avant le XV^e congrès du Parti, avant la collectivisation et les déportations en masse qui en sont l'instrument principal, et cette barbarie stalinienne que marquent les grandes purges de 1936-1938, la débâcle militaire, le goulag, la terreur ».

Cette étude de Parisot fut, à coup sûr, une des toutes premières qui parurent alors dans la presse. Elle contribua à alerter tous ces jeunes journalistes et écrivains pour qui le vieux révolutionnaire était quasiment inconnu. Celui-ci nous en fut, jusqu'à sa mort, infiniment reconnaissant.

Souvarine critiqua âprement la position de Soljenitsyne – dont il admirait cependant l'incomparable témoignage – sur Lénine qu'il se refusa toujours à comparer à Staline.

L'historien Philippe Robrieux (2) le rappelait justement : « Souvarine y administrait une étonnante leçon de méthode historique au grand écrivain. Relevant les erreurs historiques, contestant sa vision d'un Lénine satanique et déjà stalinien, il y développait sa thèse que l'on peut ainsi résumer : utopiste, Lénine est responsable de l'appareil dictatorial de coercition, mais il n'est pas Staline ».

Ni Lénine ni Mitterrand n'ont eu le vrai pouvoir !

Du reste, me dit-il un jour : « *Jamais Lénine, contrairement à ce que l'on croit, ne posséda le vrai pouvoir en Russie, pas plus que Mitterrand en France, malgré sa majorité « absolue » à l'Assemblée nationale ! Et cela devrait inciter les militants sérieux à la réflexion politique.*

En Russie, l'aristocratie tsariste avait, au cours des siècles, tissé son propre appareil d'Etat. De même la bourgeoisie française a collé partout ses créatures fidèles, ses rejetons, formés, couvés dans le sérail, ses grands, moyens et même petits fonctionnaires qui tiennent pratiquement tout en main, surveillent, contrôlent et torpillent. Ils n'ont laissé aux fidèles créatures de Mitterrand que le soin de s'installer très momentanément dans les hôtels particuliers des ministères et les fauteuils dorés où ils ont trop tendance à rêver à leur propre réussite politicienne. Il en fut de même en Russie. C'est sur les couches conservatrices et réactionnaires que s'appuya Staline, ainsi que sur les cadres tsaristes de l'armée, qui assurèrent sa victoire sur Trotsky. »

Sans doute Lénine aurait-il pu reprendre à son compte le mot amer de Marx à la fin de sa vie : « J'ai semé des dragons et récolté des puces ! ».

Il est bien vrai que parfois, ici ou là sur la terre, quand certains hommes exceptionnels disparaissent, c'est un peu de notre mémoire collective qui s'en va avec eux, comme on le dit aussi des vieux sages africains : ce sont des monceaux d'archives et de souvenirs qui s'envolent à tout jamais. Tel est le cas de Boris Souvarine, le dernier survivant des grands révolutionnaires qui firent et défendirent la révolution d'Octobre... jusqu'à la mort de Lénine.

Sa renommée ne cessera pas de grandir. ■

(1) *Trois points c'est tout* de Fred Zeller est en vente à EDIMAF, 16, rue Cadet, Paris-IX^e.

(2) *Le Monde dimanche*, lundi 26 novembre 1984.

